

FIFTH PARLIAMENT

THIRD ORDINARY SESSION



DAILY HANSARD REPORT

THURSDAY 17 OCTOBER 2019

HANSARD REPORT OF THE PAN-AFRICAN PARLIAMENT



FIFTH PARLIAMENT

THIRD SESSION

Thursday, 17 October 2019

The House met at 09.00 am

[The President in the Chair]

M. LE PRÉSIDENT : Chers collègues bonjour.

Je vous invite à observer une minute pour prier ou méditer.

(Observation d'une minute de prière ou de méditation)

Merci. Veuillez vous asseoir.

La séance est reprise.

Chers collègues, je vous souhaite la bienvenue dans notre salle de délibération. Je salue la présence parmi nous des hommes et des femmes de médias. Je vous remercie pour votre assiduité à nos travaux et souhaite la fin de cette session dans de bonnes conditions.

Monsieur le Secrétaire général, pouvez-vous nous dire le point inscrit à l'ordre du jour de nos travaux ?

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Merci, Monsieur le Président.

Le point inscrit à l'ordre du jour est la note d'information sur le rapport du comité de discipline présenté le 09 octobre 2019.

M. LE PRÉSIDENT : Merci, Monsieur le Secrétaire général.

Honorables vice-présidents,

Honorables parlementaires panafricains,

Le mercredi de la semaine dernière, soit le 9 octobre 2019, nous avons reçu dans cet hémicycle, le juge Sylvain Oré, Président de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples et président du conseil de discipline mis en place pour connaître de l'action

disciplinaire intentée contre Monsieur Yusufa JOBE, ancien Secrétaire général par intérim et Secrétaire général adjoint en charge des affaires administratives et des ressources humaines.

Conformément à la résolution PAP5/PLM/RES/05/MAI2019 sur l'examen du rapport final de la Commission permanente de l'audit et des comptes publics, il vous souviendra que dans sa présentation faite devant cette auguste assemblée, le juge Oré nous a fait le point du travail abattu par le conseil de discipline en particulier, des conclusions et des recommandations. Le juge nous a indiqué que la procédure disciplinaire suivie était conforme aux dispositions des statuts et règlement du personnel de l'Union africaine et respectueuse des droits de la défense du fonctionnaire mis en cause.

Conformément à l'article 59, alinéa 17 des statuts et règlement des fonctionnaires de l'UA, qui prévoit que l'autorité compétente de tout organe qui, pour le PAP est le bureau, prenne des décisions, dès réception des recommandations du conseil de discipline.

L'objet de cette communication est d'informer la plénière de la décision prise par le bureau en vertu de l'article 12, alinéa 6 du Protocole du PAP et de l'article 17, alinéa 1 au titre du respect du principe de parallélisme des formes et des compétences.

Avant d'aller en besogne, il sied de rappeler que les faits portés devant le conseil de discipline à l'encontre de Monsieur Yusufa Jobe, comprenaient les 11 chefs d'accusation suivants :

1. Négligence ou omission d'exécuter ses devoirs, causant des pertes financières ;
2. Fraudes, malhonnêteté, faux et détournements de fonds publics ;
3. Fausses déclarations ou fausses certifications dans le cadre d'une réclamation ;
4. Abus de pouvoir et/ou abus d'autorité ;
5. Répartition et utilisation d'un bien de l'Union à des fins personnelles ;
6. Transport illégal d'argent comptant de l'Union ;
7. Désobéissance aux ordres légitimes et raisonnables ;
8. Refus d'exécuter les instructions légales ;
9. Exposer volontairement ou par négligence d'autres personnes à un danger psychologiques ou physiques à des blessures ou à la torture ;

10. Négligence ou omission d'exécuter les tâches causant des dommages aux biens ou à la réputation du syndicat ;

11. Négligence de l'obligation d'exposer l'institution à un risque juridique.

Dans sa communication, le juge Oré nous a indiqué que, compte tenu de la gravité des accusations portées contre Monsieur Jobe, le conseil de discipline s'est appliqué à examiner scrupuleusement les observations du défendeur et réservant des preuves présentées par l'institution et défendeur. En plus des pièces à conviction, le conseil de discipline a aussi auditionné des témoins à charge dans le respect du principe de contradictoire et des droits de la défense. C'est cet exercice qui a éclairé la lanterne du conseil de discipline, qui a conclu qu'il y avait des preuves suffisantes pour établir 10/11 accusations portées contre Monsieur Jobe, ce qui a amené le conseil à déclarer monsieur Jobe coupable des actes d'inconduite suivants :

1. Négligence ou omission d'exécuter ses devoirs causant des pertes financières ;
2. Fraudes, malhonnêteté, faux, détournements et détournements de fonds publics ;
3. Fausses déclarations ou fausses certifications dans le cadre d'une réclamation ;
4. Abus de pouvoir ;
5. Répartition et utilisation d'un bien de l'Union à des fins personnelles ;
6. Transports illicites de liquidité de l'Union ;
7. Désobéissance aux ordres légitimes et raisonnables ;
8. Refus d'exécuter des instructions légales ;
9. Négligence ou omission d'exécuter des tâches causant des dommages aux biens ou à la réputation de l'Union ;
10. Négligence de l'obligation d'exposer l'institution à un risque juridique.

Honorables parlementaires,

Chers collègues,

Ce sont ces conclusions confirmant ces actes et faits graves au-delà de tout doute raisonnable qui ont conduit le conseil de discipline à déclarer Monsieur Jobe coupable et a recommandé à l'unanimité ce qui suit :

1. Que monsieur Jobe soit révoqué de ses fonctions, en tant que fonctionnaire du PAP avec toutes les conséquences de droit ;

2. Qu'il soit condamné à rembourser au PAP toutes les pertes subies et les fonds mal acquis ;
3. Que la division des finances calcule tous les montants dus à l'institution qui doivent être retournés de droit et de séparation du défendeur. Le calcul effectué conjointement avec la division des finances sous le contrôle des auditeurs et du bureau juridique donne un montant à peu près de 148 086.64 USD de pertes subies par le PAP à la suite des actions et omissions de Monsieur Jobe. De ce montant, s'ajoute le montant des 51 767.08 USD qui représentent les sommes mal acquises par lui, qui seront directement recouvrées par les retenues déductibles des droits et avantages patrimoniaux. Ce montant n'inclut pas les dettes contractées par l'intéressé qu'il devra aussi payer.
4. Que l'institution mette en œuvre, un ensemble de mesures de contrôle et de réformes pour assurer que la non-répétition de fautes commises par Monsieur Jobe en ce qui comprend l'investigation de ramification de certains abus commis avec Monsieur Jobe, de connivence avec des tiers, dont certains sont des fonctionnaires du PAP. Il n'est pas redondant de rappeler que le juge Oré a indiqué, avant de clore son propos, que le conseil de discipline a envisagé toutes les options possibles, voire explorer des considérations humanitaires avant de recommander les sanctions susvisées, qui pour le conseil, étaient des mesures qui s'imposaient au regard de la gravité et de la récurrence des actes d'inconduite dont Monsieur Jobe Yusufa s'est rendu coupable.

Honorables parlementaires,

Chers collègues,

Comme je l'ai indiqué à l'entame de mon propos, l'article 51, alinéa 17 des statuts et règlement des fonctionnaires de l'UA prévoit que l'autorité compétente qui est le bureau, dès réception des recommandations, prenne une décision.

Il est donc de mon devoir de vous informer que le bureau du Parlement panafricain, réuni le 15 octobre 2019, a scrupuleusement examiné les recommandations du conseil de discipline et a décidé :

1. De prendre note des recommandations du conseil de discipline présentées au bureau et à cette plénière par le juge Sylvain Oré, président du conseil de discipline ;
2. Approuver à l'unanimité les conclusions du conseil de discipline et les sanctions recommandées à l'encontre de Monsieur Jobe Yusufa ;
3. Instruit le Secrétariat à mettre en œuvre la décision du bureau avec effets immédiats.

Ce rapport informatif vous est fait pour en prendre acte et à toutes fins utiles, en vertu de l'article 12, alinéa 6 du Protocole du PAP et l'article 17, alinéa f au nom du respect du principe de parallélisme des formes.

Je vous remercie.

HON. JACQUELINE AMONGIN [UGANDA]: Thank you, Mr. President and honourable colleagues.

I would like to be guided in regards to this particular issue that has been brought to our attention. I know that staff members of any institution are also protected by certain regulations and I know that the PAP is not any different. I would like to be guided on whether the right to fair hearing was instituted before the dismissal of the member of staff and the recommendations of the different committees, the Bureau and also the disciplinary committee. I do not know whether the right to a fair hearing – as per the administrative measures – was accorded to the said member.

Secondly, from the President's presentation, he also mentioned of connivance by Mr. Jobe with other staff; I would also like to know what measures the disciplinary committee and the Bureau have taken towards those staff. Could those staff members also be brought to the attention of the Members so that we know whether disciplinary action has been taken holistically?

Thank you, Mr. President.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Oui, Chief.

HON. CHIEF FORTUNE CHARUMBIRA [ZIMBABWE]: Thank you, Mr. President, I want to answer the first part, because now it is about the Bureau, whether the Bureau followed the proper disciplinary procedures or whether the due process was complied with and to an extent, whether principles of natural justice of the right to be heard, the

right to call witnesses, the right to food, measure of all information and also absence of bus, whether those were complied with. Let me explain as follows:- there are rules and regulations of the AU which binds all the organs of the AU on matters of staff. And I can tell you within the Bureau, we had heated debates in trying to ensure that we follow the proper procedures which ensure fairness. That, I can assure you. There was quite some hot debate until we were satisfied that we are doing the right thing.

The rules of AU state that when there is a disciplinary procedure to be instituted, the Head of the Organ first can suspend. So the power to suspend by the Head of the Organ are enshrined in the rules. So the suspension was proper. The second thing is that once you suspend, they prescribe some number of days that you then need to institute an investigation and come up with an investigation report first. That report should then be presented to the suspended employee to respond before any disciplinary hearing. So you need procedure. In other organisations, you do not have that stage. But, the AU demands that you do an investigation and all the other allegations should be contained in a document. I can remember that was more than or about a 30-page document which was prepared after investigation and was handed over to the accused, in this case Mr. Jobe. He was then given time to respond. I hope to be very detailed. The intention or purpose of that stage is to say, in case his response is so satisfactory he may not need to move to a disciplinary hearing. So when that document was presented to Mr. Jobe, he did not reply to the document. Instead, his lawyers when they realised that now we are proceeding to a hearing, they wrote and said, 'no, no, we have to comply with South African laws'. That is what they said, 'and this is not proper'. No-one responded to – that look, this is an international organisation and it has its own procedures. And, we have a case law against Martha Muleka from Tanzania, a similar case about PAP. So the rules that apply are international and there are proper protocols we have quoted. So the lawyers then said, 'okay, now we are coming to the hearing'. So then a hearing took place. But, the composition of the hearing or the board, again the rules say the Head of the Organ will appoint a person to chair the board. I am aware some may say, how could President Roger appoint? I am saying in the Bureau, these matters were really debated and the rules are very clear. The person who chairs the board is the Head of the Organ, whether it is Pan African

Parliament, the African Court and any other such organ. And then he says, 'in that Committee, a member of the staff association whether one or two should be there' and then it prescribes the membership of who should be there and I can assure you that was done. Someone from the AU had to be part of that hearing and that was done. You are aware that AU usually also wants to question how these things are being done but they participated.

So in terms of procedure and composition, the composition is prescribed in the rules; I want to emphasise that point. If you ask - why did this one participate? It is because the rules say, some staff members have to be in that Committee. We even debated whether that was proper and I remember our own legal counsel said, 'if we don't involve staff, the whole procedure was going to be ruled null and void'. So we had to comply with what the AU says; some staff members, the association and then the chairperson. In this case, it was seen proper that for people to see that it is fair, let us have somebody – Mr. President, there seems to be other meeting this side. Anyway, the Bureau in its wisdom said, in order to show impartiality, let us take the President of the African Court. These are very seasoned who would have served in their own countries for years as Judicial Officers. By the time you join the African Court of Justice and become the President of it, surely if you don't have confidence in that type of profile of a presiding officer of a hearing, I do not know what other set-up you could have confidence in, and that man cannot be brought in to play games. He is a very senior judicial person and he came to preside over the proceedings and again during the proceedings, fairness was followed because even Jobe was invited; he presented his case, he came with his own lawyer, witnesses were allowed which again are tenets of natural justice. He was allowed to bring in witnesses. I do not need to say what the witnesses said but that is what happened up to the end and recommendations were made and conclusions. I am just emphasising that both in terms of procedure of the AU and of natural justice, I personally and everyone else is satisfied and I think that we tried our best. Thank you very much.

M. LE PRÉSIDENT : Chers collègues, je voudrais dire que nous ne discutons pas d'une enquête. L'enquête n'est pas l'objet de discussion publique, parce qu'elle a été menée. C'est la procédure, comme Chief vient de donner, c'est ça qui nous intéresse.

L'enquête a été menée devant tout le monde. Il y a eu un avocat, il y a en droit anglo-saxon, ce qu'on appelle le *cross examination*. Donc, on appelle cela la confrontation. Je me suis soumis à cet exercice.

Donc, aujourd'hui, nous ne pouvons pas, le juge aurait été venu ici. Il nous a présenté les conclusions. S'il y a des gens qui veulent en savoir plus, c'est une procédure que nous sommes en train de suivre.

Je sais qu'on vous a dit que ça ira à la Cour, vous pouvez donc y aller défendre parce que je trouve que nous n'étions pas tous ici présents lors des enquêtes.

Donc, vraiment, si on peut s'en tenir aux conclusions qui nous aient présentés, cela serait faire l'économie de notre temps.

Je vous remercie.

AN HONOURABLE MEMBER: Mr President, it is a fundamental principle of the Criminal Law that it is better for 10 or more people that are guilty to go to jail, than for one innocent person to go to prison; it is fundamental in the Criminal Law. That is one more reason why, as far as I know, what has been done by the Committee – If we liken to the General Construct of the Criminal Justice System, we would say that what has been done by the Committee could likened to near police investigation. That is why the recommendations were made – they did not arrive at conclusions; but they only made recommendations.

And the mere fact that that document was read in the Chamber of Parliament would inform every Member of Parliament that we matter, as Members of Parliament; we matter in the decision-making relating to Mr Jobe. As far as I know, we have not got the full information regarding what was done. And indeed the Chairman of the Committee said – in this world of Parliament – that what was presented to us was the summary of the proceedings. I consider that to be unfortunate, because when it has to do with criminal charges – when it has to do with offences levelled against somebody (offences that are criminal in nature) we do not talk about summary. I would have thought that we see the full text of the entire proceedings so that we address our minds to what went on in actual fact. Under the circumstances, Mr President and Honourable Members, I urge this House to stay whatever decision that we want to take until probably the next

Session when we all properly debate the full text of the proceedings. I thank you very much.

AN HONOURABLE MEMBER: Thank you, Mr. President for your communication and letting us as Members of Parliament representing our countries, as far as this same very sensitive issues concerned. Mr. President I stand to be corrected, I remember in the past some reports, from PAP which were brought on the floor of this august House, indicated that there are so many financial irregularities for some time, and at one time, I think, one report was sent back so that could be harmonized. In your communication and as my other colleague has just said, all the offences, 11, in their nature were criminal. You communicated that the actions that were done by Mr. Jobe were in connivance with other staff. Now the procedural matter I am raising, Mr. President, Sir, is on holding one individual responsible while the others who were also in connivance and played a part in these other charges have not yet been brought to court. Wouldn't it have been procedural right if a comprehensive investigation was carried out involving all these other accounting officers so that they also held responsible. Number two. Wouldn't it be procedural right that all the accounting officers in this institution go through a comprehensive investigation how they are managing the finances of this institution? I thank you.

HON. CHIEF FORTUNE CHARUMBIRA [ZIMBABWE]: Mr. President, I am standing up because this is a Bureau matter and I am a member of that bureau. Thank you for the questions; you are actually raising very fundamental questions. The issue of proceedings of a criminal nature – alluding to criminal proceedings. Let me emphasise that this is not a criminal proceeding; this is a civil proceeding. I do not know how they put it in French. *[Interruption]*

AN HONOURABLE MEMBER: It is criminal, Sir.

HON. CHIEF CHARUMBIRA: Can I finish? These are not criminal proceedings; these are civil proceedings and that should be settled. Then, the next thing is that, if there is an aspect which is criminal, it is now the role of this plenary to say that: "Because of fraud and this, we have failed as plenary." But here, we are only recommending for dismissal. If the plenary says we should proceed beyond dismissal to institute criminal

proceedings, then it is the plenary which is now saying it. But the proceedings under this hearing were civil proceedings; they are not criminal proceedings. *[Interruption]* Honourable Members, sorry. Let me not repeat it.

In labour cases, a labour proceeding is not a criminal proceeding. This is very important. But after finding a person guilty on a civil standard – because the standard in English might be different - in civil proceedings, you have to prove on a balance of probabilities. In a criminal proceeding, you have to prove beyond any reasonable doubt. And that proceeding was not a criminal proceeding. But as you proceed, there could be criminal issues emerging from a civil proceeding, and then we hand over that matter to a competent criminal platform. Thank you.

HON. SIDIA SAMA JATTA [THE GAMBIA]: Thank you, Hon. President.

I have said it here many times and I will repeat: This institution is the most important on the Continent; this institution is supposed to be a model. All the other organs of the AU still copy the operations of this institution. However, what we are doing here is, to me, undesirable and not inspiring at all. A judge came here and I did not say anything. I should have even stopped him. This is a Parliament. You cannot just come to a Parliament with somebody's matters as important as these and then you say, "That is it." What do we have here on the PAP Table on which we can base ourselves and take any decision here? Nothing! The judge came; he jumped. There were many gaps when he was reading. He gave just a summary to Parliament – without any real documents. And then you came here today again, without any document. Are you just informing us? Do we matter at all in this case? Is it you alone who has to take the decision? If that is the case, why have you come to tell us? Why didn't you just do what you have decided to, without coming here? Because you have given us absolutely nothing on what we can base ourselves and say, "Yes, this is this." *(Applause)*

Chief, I am sorry to say what the disciplinary committee did was to act as a court. They found Jobe guilty, accordingly, on 11 accounts. That is how a court operates. If it was just a committee of inquiry/enquiry, the finding should refer to a court. But, you constituted a committee – the so-called disciplinary committee, and then that disciplinary committee came into a conclusion that a court would have come to. And you have given nothing to us. My question is: Why have you come to tell us what you are

telling us? Since you have said it is up to you to decide, why did you come here to say what you are saying? This is an insult to this institution. This is an actual insult to this institution. We do not deserve this; we deserve more than this. We are supposed to steer the way for justice in this Continent. We have not pursued the path of justice in this Continent. This is precisely what you are doing. If your committee has come to the conclusion that Jobe has done this and that, my question is: What are Jobe's answers to these questions? What has he responded? We have been hearing only one side of the story. Have we heard anything from Jobe? By the way, you have been saying or "Jo-be" yet it is "Job"; we do not pronounce the "E". It is Job, not Jobe. There is nothing like that. *[Laughter]* If you want to do justice in what has happened – Your committee has drawn conclusions; these conclusions are supposedly criminal. Then, refer them to a court. You cannot just say: "Therefore, this is this; so Jobe is dismissed." Where is the natural justice you are talking about? I have not heard anything from Jobe. He is my compatriot but, he has never told me anything. And you have told me nothing other than what you have written in the CAPA Report. That is insufficient. And that is why you constituted a committee. That committee's findings should be subjected to something else. You do not just come here and say; "We have dismissed him." Where have you ever seen such a thing?

M. LE PRÉSIDENT : Merci, cher collègue. Merci beaucoup.

Cher collègue, moi je crois que nous avons dit qu'il faut parfois laisser de côté les questions qui nous divisent. Il s'agit d'une procédure disciplinaire administrative. Les sanctions proposées ici sont des sanctions administratives qui peuvent être attaquées en justice à tout moment. Donc, tout ce que vous dites, et puis on ne recuse jamais le juge à la fin. Tout juge est recusé, toute personne étant supposée connaître d'une affaire est recusée dès le départ.

À partir du moment où le mis en cause est venu avec un Avocat et a défendu ses points de vue, cela voudrait dire qu'il a reconnu tacitement la compétence du conseil de discipline. Vraiment il ne faut pas qu'on avance et qu'on dise les choses qui ne sont pas bien les uns envers les autres. Nous, on n'était pas membre du conseil de discipline. On a essayé de suivre la procédure telle que décrite par le règlement du personnel de l'Union africaine. Tous ceux qui veulent défendre ou faire quelque chose, quand la

procédure disciplinaire judiciaire va arriver, allez défendre ! ça c'est une procédure purement administrative que nous avons engagée.

Je voudrais arrêter ce débat à ce niveau. On n'est pas venu influencer qui que ce soit. Les faits sont là. Mais lorsque CAPA présentait le rapport ici, la plénière dans son entièreté avait acclamé. Les mêmes qui craquent les tables aujourd'hui ce sont les mêmes qui avaient dit que le Bureau ne fait pas ce qu'il doit faire. Le Bureau doit prendre ses responsabilités. Le Bureau est incapable !

Aujourd'hui, le Bureau poursuit, on dit non, le Bureau ne devait pas faire cela. Chers collègues, nous devons être conséquents et nous devons être justes les uns envers les autres. Cette affaire est arrivée à faire aujourd'hui... parce que c'est le Président qui était mis en cause. Vous devez aussi le savoir. On disait que c'est le Président qui prenait de l'argent. Et dans sa déclaration, Monsieur JOBE a déclaré qu'il donnait de l'argent au Président. Vous vous êtes président aujourd'hui, quelqu'un qui dit : je prenais de l'argent pour donner au Président. Je me soustrais de cette affaire.

Je pense que n'importe qui, tous mes collègues ici peuvent être là où je suis et le Secrétaire dit : l'argent que je prends, je remets au Président. Il fallait quand même qu'on clarifie les choses. Et la poursuite va aller en justice. Je vous en prie, je crois qu'on arrête jusque-là. Ça va aller dans tous les sens. Nous allons faire notre programme. Je considère que l'information est passée. Le reste, la procédure va se poursuivre.

Je vous remercie.

UN HONORABLE MEMBRE : Monsieur ! monsieur !

M. LE PRÉSIDENT : Yes !

HON. CHIEF FORTUNE CHARUMBIRA [ZIMBABWE]: Mr. President sorry, I think the issue of taking the matter to court; I just want to advise that there are two separate processes. And let us not be unnecessarily emotional and even worsen the situation. That is my advice. If now we say, "No, let it go to court –" [*Interjection*] it is proper, yes. But is that the decision of this Plenary? Do we have a desire to that route for Jobe? Is

that our wish, as a Parliament, that we hand over the matter to the police? *[Interjection]*
Yes, because the court mean the police. Is that a genuine desire of the Plenary?

AN HONORABLE MEMBER: If he is asking a question we need also to say our opinion. When we were raising our hands we cannot close this and move on until you give us opportunity to voice our concerns. It is because the dignity of this Parliament is all our responsibility. We cannot just allow things like this to tarnish the image of PAP. The CAPA Report was very clear, four clerks in four years and with some issues surrounding this and you bring this right now you need to let everybody speak their mind. Because, the dignity of this Parliament our responsibility you cannot just come in the morning and lecture us on issues that we don't need to discuss. If this is a criminal matter, so be it, but you would agree plenary to discuss it, we have the right to discuss it. You cannot just come, give a lecture, and you move on like that. That is unparliamentary – that is very unparliamentary.

M. LE PRÉSIDENT : On donne à tout le monde. Mais comme vous avez déjà parlé, honorable, laissez que les autres s'expriment. Oui.

HON. DIDIER MOLISHO SADI [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO] :
Merci, Monsieur le Président.

Moi, comme nouveau membre de ce Parlement, je suis vraiment écoeuré et déçu.

Une organisation fonctionne sur la base des textes et elle ne peut pas fonctionner si les membres de l'organisation ne respectent pas les textes.

Le Bureau a la responsabilité de la gestion administrative de notre organisation. Le Bureau prend ses responsabilités et nous en informe.

Ce matin, nous avons assisté à une information. Moi, je ne peux pas comprendre qu'au niveau d'une chambre parlementaire parce que nous, parlementaires, c'est nous qui élaborons les lois, qui élaborons les textes et nous sommes appelés à les respecter.

Comment dans une chambre parlementaire, un Bureau donne l'information et on se lance dans un débat ? Je pouvais comprendre la première intervention qui demandait des détails. Quand le Bureau vous y en donne, pourquoi doit-on aller encore dans des

détails en détails ? Nous représentons des peuples africains ici. Nous ne venons pas représenter nos Etats respectifs !

Si nous continuons comme ça je pense que ce Parlement ne va pas fonctionner. Comme nouveau membre, moi, je suis déçu, complètement déçu

M. LE PRÉSIDENT : L'application des textes doit prévaloir...

Madame la présidente, tu es la dernière à intervenir.

L'application des textes doit prévaloir dans l'organisation que nous représentons. Merci.

HON. IGNATIENNE NYIRARUKUNDO [RWANDA] : Merci beaucoup pour la parole. Moi je voudrais, comme c'est une information que vous nous donnez et je vous remercie. Je voudrais donner...

[Une intervention en off]

Ok. Je voudrais donner un conseil. Est-ce qu'il ne serait pas prudent et pour le PAP et pour l'Union africaine, d'attendre la révocation et qu'on continue avec la suspension et qu'on saisisse la justice. Pourquoi ?

Parce que si on prend une décision qui tend vers la version criminelle et qu'on est vraiment administratif, est-ce qu'il ne serait pas plus prudent de saisir la justice maintenant avant la révocation ? Qu'on continue la suspension et puis après ce sera plus clair pour protéger toujours les fonds publics. Merci.

HON. CHIEF FORTUNE CHARUMBIRA [ZIMBABWE]: Sorry, you will still come back to him, do not worry. I think let us move and debate and discuss intellectually fairly. We were not even accusing whoever and I am standing up a lot because this is also my professional area of practice. So I am just encountering things that I am also very familiar with. These are the labour and there was a reference to – there was a court. It is a quasi-judicial proceeding. It is not a proper court of law, it is a quasi-judicial proceeding. What that means is that it should follow principles of natural justice, that is trite in law. So there it is not a court of law but because it is quasi-judicial proceedings which determines the rights of persons, it has to follow principles of natural justice. So the inquiry here should be – did we follow principles of natural justice?

Then again, you can find a person guilty in a civil proceeding but still found innocent in a criminal proceeding. That does not vitiate and I am using technical language, that does not vitiate the proceedings of a quasi-judicial proceeding. So, if Jobe or any other employee in any country goes to court today on a criminal matter and wins, it does not follow automatically that the civil procedure is nullified because the civil procedure uses a lesser standard of proof on a balance of probabilities. The Criminal Court uses a standard. So in a civil procedure, an employee can be fired yet still found innocent in another court. Although if you were to advise me, I would say no, let us not jump to criminal for Jobe. It may not be wise because the consequences in that area are too grave yet in our case if it is just dismissed, he can still look for another job even with the AU and continue with his life. So some of these recommendations we are making, I can advise that I am totally against at this stage saying, criminal let us go to the police because I am very sure that we will probably be pursuing a more harmful and painful consequence to Jobe himself whom we are trying to protect. Let us go to the next stage. We want the judgement, the whole judgement to be read, probably it is 120 pages, Mr. President, if they are patient enough it could be read for example. But sorry, let me do this – please, let us not do things here differently from what we do in our own countries. In any country, a court can issue a judgement on a particular matter and sentence and still say, the full judgement, because we take time to write, will come later. People don't say, that is not a judgement because I have not had a full 200-page document. You still move and this is common in all of our countries. The actual detailed judgement can come seven months later even after 12 years or months. But as long as the judge makes a pronouncement, that judgement is binding unless there is appeal. So what would happen is, if we say he is guilty and dismissed today, Jobe would then say, 'what I want is the full judgement so that I can appeal'. The full judgement usually is for appeal purposes if you want to appeal.

But Mr. President, I am simply sharing with you, I am not directing. I am just sharing that whilst I listen to you, some of the issues you are raising at law are not quite competent but then at the same time, your feelings is why we are here. This is what happened and if you believe that the whole judgement should come, I take this unprecedented.

Judgements are never debated even in your Parliaments, for example, but anyway Mr. President, I am just sharing my feelings.

M. LE PRÉSIDENT : Attendez ! (*Bruits dans la salle*) Roku Enumbie, Fantamadi and you, the last.

UN HONORABLE MEMBRE : You noted me, Mr President ?

M. LE PRÉSIDENT : Yes I noted you. (*Bruits dans la salle*)

Non, tu as déjà parlé, laisse les autres parler. Yes Fantamadi.

HON. SÉKOU FANTAMADI TRAORÉ [MALI] : Merci, Monsieur le Président.

Dans ce Parlement, comme quelqu'un l'a dit avant moi, on est trop tenté vers le sentiment que le droit. Ce sont les textes qui nous régissent. Je pense, à l'époque quand le juge d'Arusha était là, j'ai vu depuis que je suis là, pendant ces trois ou quatre journées, Monsieur JOBE qui n'a jamais refusé de se prêter à cet exercice. Il l'a fait de bout en bout et le juge ici a dit qu'au début du processus et à la fin il lui a posé la question s'il lui fait confiance. Ça c'est la parole du juge. Et je pense qu'il a été très clair qu'il fait totalement confiance, qu'il a son avocat.

Aujourd'hui, on nous fait une conclusion. Si Monsieur JOBE n'est pas content de sa révocation, il a tous les moyens, toutes les voies de recours pour aller à une justice. Mais les conséquences, comme l'a dit tantôt le Quatrième vice-président, Monsieur Chief, si sa culpabilité est établie, cela va sortir dans son casier judiciaire et va compromettre sa carrière. Et lui-même, dans sa déclaration, il a reconnu certains des faits et qui sont graves.

Je prends un exemple concret : l'enlèvement des plaques d'immatriculation d'un véhicule usager, qui n'est plus en état de fonction du Parlement panafricain, pour bénéficier du carburant de ce même véhicule pour sa propre voiture. Cela est suffisant pour incriminer un grand responsable comme lui, qui a été Secrétaire général adjoint des Finances et du Personnel et puis Secrétaire général par intérim.

Moi je l'ai dit et je le répète, si et seulement si ce Parlement doit avoir chaque six mois un Secrétaire général pour inconduite, on n'hésitera pas une minute. Que cela soit clair dans l'esprit de tout un chacun. Et le Secrétaire général, sa révocation et son admission

est de la pure discrétion du Président de l'Institution. Dans nos institutions, c'est comme cela. Ce n'est pas ici au Parlement panafricain qu'on va déroger à la règle, dans toutes nos institutions, dans tous nos parlements c'est comme ça. Il faut qu'on respecte les principes qui nous gèrent et qui vont nous permettre d'avancer, parce que demain, aucun Secrétaire général qui sera nommé ne va tomber dans les mêmes fautes que JOBE.

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Honorable Roku est le dernier et on arrête. Non, lui d'abord et vous le dernier et on arrête.

HON. JUAN ROKU ENUMBIE [EQUATORIAL GUINEA]: Muchas gracias señor presidente, no sé si tiene traducciones, si tienen, ok, muy bien, muchas gracias. Señor presidente en primer lugar le agradecemos mucho esta información que usted ha compartido con nosotros esta mañana, la verdad es que es muy importante porque la administración del parlamento verdaderamente es otra cosa. Nosotros aquí somos diputados y somos legisladores pero somos políticos a la vez y la Secretaría General del parlamento es otra cosa, estos señores son administrativos que están a nuestro cargo para que la labor nuestra vaya mejorando y haciendo bien las cosas todos los días pero yo no creo un caso como este que hemos escuchado a través del representante de la UA que aquí nos vino a leer todas las acusaciones que el señor Joubé ha cometido y ha aceptado, también y que esta mañana vaya a ser el debate de la sesión de hoy, la verdad que estamos saliendo de donde tenemos que estar como legisladores y como diputados porque aquí pensamos distintos pero la verdad hay una cosa que nos une a todos. El reglamento que rige aquí en este PAP que todos tenemos que estar muy muy muy ceñidos a este reglamento por lo cual señor presidente yo creo que el proceso del señor Joubé debe estar en manos de los juristas y de los abogados del PAP mientras dure el juicio o hasta que no haya una sentencia firme le agradecemos nos vaya informando todos los días, eso no será cuestión de debate. Muchas gracias señor presidente.

HON. JULIUS SELLO MALEMA [SOUTH AFRICA]: Thank you very much. Mr President. First, I do not know the purpose of giving that report to us if we have no role

to play. Because if we had a role to play or you are presenting it here for the purpose of saying, “Even the Parliament itself agreed on the recommendation.” I would therefore argue, Chief, that we needed a full report, so that we familiarise ourselves with the facts; who constituted the Committee, who were the witnesses, what type of evidence was laid? Was it sufficient? Were the parties which were appearing before the panel given fair hearing? Now, if you do not want us to do anything, you must just say so – that we have no role to play. Therefore, it should never be argued anywhere that this Parliament has actually adopted a report which it does not know how the process unfolded because papers were not even given to us.

Secondly, Mr President at some point you may want to take us into confidence as to why do we lose Clerks under you? We lose one Clerk after another yet the President remains the same. What type of leadership do you provide if these Clerks cannot be in this Parliament until you finish your term of office? We are told that Jobe actually is found guilty of stealing the money. Is Jobe keeping the safe keys? Is Jobe the only signatory? We are told that he connived with other workers of this Parliament? Who are those workers? What is happening to those workers? It cannot be that a person who is not the only signatory steals money and we are only told, “He connived with others”. And those “others” are not identifiable, and we are not being told what type of action has been taken? Why was that action not taken simultaneously with Jobe’s when he was going through the disciplinary committee? So, all of these issues are not properly explained.

But if we have nothing and no role to play – you are just informing us, I am happy to receive that information and not do anything with it. But I am not going to endorse a report that I am not familiar with, where people are just mentioned in passing – “He connived with others.” He is not keeping the keys of the safe and he is not the signatory alone; the President is the last authority. Where was he when these shenanigans were happening? Why did the President allow so much money to disappear under his own watch? Because you are the accounting officer. So we should at some point have an honest discussion about why we are not keeping our Clerks in this Parliament. Jobe is not the first one; there was a Clerk before Jobe. We came here and debated that Clerk, and nothing happened. And if this protection of the leadership of the Bureau is going to

continue, we are not going to have reliable Clerks. And without reliable Clerks we will not have stability in the management and the staff members of this Parliament. And I even doubt if there will be even anyone willing to be a Clerk, if Clerks can be lost like this without serious consideration. Thank you very much.

M. LE PRÉSIDENT : Je voudrais m'en remettre à votre intégrité... Fermez votre micro.

Je voudrais m'en remettre à votre intégrité morale pour vous dire, peut-être ce sont des informations que vous ne savez pas, le Président n'est pas comptable du Parlement panafricain.

Il y a un seul signataire dans les comptes du Parlement panafricain, c'est le Secrétaire général et il s'adjoint des services de son Directeur financier.

Donc, je ne peux pas vous dire, de vous à moi, combien de comptes le Parlement panafricain a ici conformément à notre Règlement. Combien de comptes ? Je ne sais pas.

Deuxièmement, je ne signe pas dans les comptes. Vous généralisez les cas. J'aimerais savoir si vous étiez Président, la rumeur va persistante et tout le monde est au courant que le Secrétaire général qui est là travaille MALEMA. Il prend de l'argent pour donner à MALEMA, et tout le monde est au courant parce qu'ici tout le monde était au courant. Maintenant, on a cherché la manifestation de la vérité.

En 2018, qu'est-ce qui s'était passé au Sommet, en Mauritanie ? En Mauritanie, les chefs d'Etats ont été saisis par la région Afrique australe que le Président a volé de l'argent. Les chefs d'Etats ont commis un audit indépendant qui est venu ici. Le résultat de cet audit est sorti. Il a été clairement établi que les fonctions de gestion financière n'incombent pas au Président.

Or, Jobe a été nommé par décision du Bureau et il a commencé donc à travailler. En commençant, il mettait tout sur le dos du Président. Moi, je suis sûr que si aujourd'hui on avait établi une seule preuve que le Président prenait de l'argent, vous alliez crier à ma démission. Personne n'allait plus demander que la procédure se poursuive. Ça aussi il faut être juste.

Donc, ce qui a été fait que vous ne voulez pas, les voies de recours s'ouvrent dans cette affaire. Un conseil de discipline, soixante-quinze pages, on ne mettra pas cela à la rue. Toute décision est attaquable devant le juge qui connaîtra à nouveau l'affaire dans le fond.

Donc, je vous remercie mais j'accepte que vous disiez que qui est le seul signataire ? Je dis donc que le signataire c'est celui-là et c'est celui-là même qui s'est compromis dans la gestion parce qu'il était en même temps Secrétaire général par intérim et Secrétaire chargé des finances.

On a essayé de tout faire pour le sortir de là et quand on vous dit qu'il a accepté certaines chose, moi, j'étais la première personne à lui dire Monsieur, tu es déjà Secrétaire général, ne portes plus de l'argent. J'étais la première personne à lui dire Monsieur tu es déjà Secrétaire général ne vas plus en mission. Mais tout cela n'a pas été entendu. Donc, ceci étant, on vous remercie pour vos contributions.

On entérine la décision du juge. (*Coup de maillet*)

Je vous remercie.

Monsieur le Secrétaire général, vous avez la parole pour les points inscrits à l'ordre du jour.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Merci, Monsieur le Président.

Une motion a été déposée. Il vous revient d'en appeler.

M. LE PRÉSIDENT : Une motion ? Qui est l'auteur ? Donnez-moi, je ne l'ai pas.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : L'Honorable Simon Gill plutôt.

M. LE PRÉSIDENT : L'Honorable Simon Gill, vous avez la parole pour présenter votre motion.

HON. SIMON GILL [SEYCHELLES]: Good morning, Honourable Mr. President, good morning Honourable Members of Parliament, I stand here to present a motion in accordance with Rules and Procedures of our Parliament and I so read.

The Pan-African Parliament, in accordance with Rule 60 of the Rules of Procedures of the PAP, considering Article 3 of the Protocol to the Treaty Establishing the African

Economic Community, relating to the Pan-African Parliament, which provides *inter alia* that the Pan-African Parliament aims to facilitate the effective implementation of the African Union policies and objectives to contribute to the more prosperous future of African People by promoting corrective, self-sufficiency and economic recovery and to promote peace, security and stability. Recalling the historical contribution made by the Cuban Revolution towards the liberation struggle of many African Countries, considering the present level of economy, socio-cultural, political and diplomatic ties within Cuba and the African Continent, considering the continuous contribution made by Cuba towards empowering African people by providing educational, scientific and medical services, recognizing the continuous expression of support in the cause being pursued by Africans at level of AU and considering the need to establish constructive relationship between the Parliament of Cuba and the PAP hereby submit a motion appealing to the Plenary of the PAP to consider the merit granting Cuba the status of observer at the Pan-African Parliament. Mr. President, I do submit. Thank you very much.

M. LE PRÉSIDENT : Qui appuie la motion ?

UN HONORABLE MEMBRE : Mister Felisberto.

M. LE PRÉSIDENT : Honorable Felisberto Alves Vieira.

La motion sera inscrite dans l'ordre du jour de notre prochaine session. Merci.

Honorables membres, en vertu des dispositions de l'article 38 (1) (h) du Règlement intérieur, j'ai à présent le plaisir d'inviter Docteur Ahmed Eltigani Sidahmed, Consultant, à entrer dans la salle.

Monsieur le Secrétaire général, donnez-nous le point inscrit à l'ordre du jour de nos travaux.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Il s'agit, Monsieur le Président, de la présentation et débat sur le projet de loi-type sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

M. LE PRÉSIDENT : Présentation et débat sur le projet de loi-type sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

J'invite l'Honorable Koné Dognon, président de la Commission permanente de l'économie rurale et de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement, à faire sa présentation.

Madame la vice-présidente, vous avez la parole.

HON. MAI MAHMOUD EBRAHIM [VICE CHAIRPERSON COMMITTEE ON RURAL ECONOMY, AGRICULTURE, ENVIRONMENT AND NATURAL RESOURCES]:

Honourable President and Honourable Members of PAP, on behalf of the Chairperson of the Committee on Rural Economy, Agriculture, Natural Resources and Environment and on my own behalf, I wish to thank you for this opportunity to introduce to this august House the Draft Model Law on Food Security and Nutrition, the formulation of which was approved by the PAP Resolution on 2nd November, 2018, in Kigali, Rwanda.

The proposed Model Law was envisaged as a means to advancing food security and nutrition and to create an enabling environment for the realisation of the right to adequate food, which, as you know, requires multi-faceted measures that could be policy, legal, institutional and operational in nature.

It is evident that Food, Security and Nutrition (FSN) policies and frameworks that are anchored in legislation are more effective in fostering sustainable involvement of FSN and the right to adequate food.

The formulation of the Model Law on Food Security and Nutrition was initiated in the context of the implementation of the MoU between the PAP and Food and Agriculture Organisation (FAO), which led to the signing of a Technical Cooperation Programme (TCP) in October 2017. The expected outcome of the TCP included increasing capacity to enable a legislative environment for food security and optimal nutrition with the progressive realisation of the right to adequate food.

In this regard, the TCP through its activities provided training, advocacy and technical tools and materials to strengthen Members of the PAP's position on FSN at the highest level of the political and legislative agendas. The TCP also enabled the strengthening of the capacity of Parliamentarians on FSN and the right to adequate food.

And the creation in May 2016, of the Pan-African Alliance for Food Security and Nutrition (PAPA-FSN) activities under the TCP also enabled the formulation of a work

plan in advancing parliamentary engagements on FSN in Africa and the development and implementation of a communication strategy to provide greater visibility to countries which have legislative and policy measures on FSN.

Honourable President and Honourable Members of PAP, it is worth recalling that the Resolution on the formulation of a Model Law on Food Security and Nutrition underscored the importance of a model law on FSN for the development and strengthening of pertinent laws in African countries, and mandated the Committee on Rural Economy, Agriculture, Natural Resources and Environment and the Pan-African Parliamentary Alliance on FSN to lead the formulation of a draft model law on FSN in Africa and present the draft model law for consideration by the Plenary of the PAP.

To this end, the Committee on Agriculture benefitted from the technical support of the FAO, NEPAD, the Secretariat of PAP and other PAP Committees that are Members of the PAPA-FSN, which enabled the drafting of the model law that is tabled before you. We believe that it will make a significant normative contribution to improving FSN in the continent, and become the catalyst for the effective implementation of, and delivery on the goals of the Malabo Declaration, the 2030 Agenda on Sustainable Development Goals (SDGs) and the aspirations of the Africa Agenda 2063.

It is worth highlighting that the proposed model law is informed not only by the international and regional commitments of the AU Member States, but also the relevant national policy and legal instruments they have put in place. The FAO and PAP Legal Team assisted the committee in conducting an assessment of existing international, regional and national legal and policy instruments to identify common principles, normative elements and implementation mechanisms, which served as the basis for the determination of the structure and contents of the model law. About 175 pieces of legislation from close to 35 African countries were analysed with a view to understanding the forms and substantive contents of FSN laws for the continent. The study which was conducted explored options for a regional model law based on the typology of relevant legislations and the legal structures of African countries, which informed the normative and institutional components of a model FSN legislation.

Honourable President and Honourable Members of PAP, the draft Model Law on FSN, as you can see, includes provisions on the definition of rights and entitlements of

individuals and groups; the duties and responsibilities of states and other relevant actors at all levels; and an enabling governance and accountability mechanisms for the production, distribution and consumption of sufficient, safe and nutritious food.

It also contains technical issues in the area of FSN that may be governed by two or more pieces of legislation. It has the necessary flexibility to be adapted to the needs and contexts of the different countries.

In a nutshell, the draft Model Law on FSN is constituted of 26 articles. The issues covered may be grouped into the following thematic areas:

- (1) Access to productive resources, agricultural inputs and services;
- (2) Nutrition and food safety-related standards and measures;
- (3) Regulation of food marketing and trade;
- (4) National food reserves and FSN information systems;
- (5) School feeding, social protection and other special measures;
- (6) Institutional responsibilities and coordination mechanism;
- (7) The right to adequate food implementation and accountability mechanisms; and
- (8) Implementation, interpretation and revision of the model law.

Honourable President, it is my duty to request you and the august House to:

- a. Take note and adopt this first draft of the Model Law on Food Security and Nutrition, and
- b. Authorise the Committee on Agriculture to proceed with regional consultations to provide the opportunity for African citizens, civil society organisations and relevant stakeholders to make contributions to the Model Law so that it can reflect the aspirations of the people of Africa.

Before closing my remarks, allow me to express our appreciation to the Technical Drafting Team of this Model Law, which consists of Legal Experts from FAO and the PAP Legal Office, who conducted legal and policy research and produced a background study or policy paper, which informed the draft Model Law. The support of our Committee Clerk and the contributions of Members of the Committee on Agriculture and PAPA-FSN cannot go unnoticed.

Last but not least, we also wish to express our gratitude to the Bureau and the entire Parliament for the support that we have enjoyed in the formulation of the draft Model

Law, support which will be even more critical for the consultations stage and the final adoption of the proposed Model Law.

I thank you.

M. LE PRÉSIDENT : Le débat général est ouvert.

La première inscrite sur ma liste est l'Honorable Jacqueline Mahongayire.

Madame la président, prenez place !

Honorable Jacqueline Amongin, vous avez la parole.

HON. JACQUELINE AMONGIN [UGANDA]: Thank you so much, Mr. President. I would like to applaud my colleague, Hon. Mai, the Chair of the Committee on Agriculture, Natural Resources and Environment for presenting this draft model law. As you realise, most of the African countries have been overtaken by influence from different other continents, especially we are also even passing out laws which may not be relevant to the context. The GMOs and all that have erupted in different countries. However, I say that having a model law on food and nutrition security is not bad. It is because, whereas Africa is able to feed the whole of the world, Africa is the most malnourished continent in the world. When we are talking about SDGs, ending poverty by 2022 and no one going to bed without food, Africa is one of those continents where people are still going to be d without anything and living on less than a dollar a day. So, if we are to compare Africa with other continents, we are still lagging behind. Therefore, coming up with such a model law is in line with addressing our Agenda 2063 which prioritises agriculture and the Malabo Declaration which is realigning the comprehensive agricultural development plan.

As the PAP and a Parliament that is meant to be a model for the continent of Africa. We say this model is in order and I call upon this House to adopt this draft and join the Members of the Committee of Agriculture, Natural Resources and Environment to ensure that the right consultations are done in the different ranks of the AU so that this model comes to pass and countries use it as an example to come up with laws on food and nutrition security.

We also appreciate Hon. Mai's comments on the role of the different sectors, the different actors including the private sector, civil society, the women and the youth. The

good thing this model law brings on board is access to productive resources, regulation of food marketing and all those, including school feeding because a majority of the stunted are the young people, pupils who go to school and they do not have a voice. We are their representatives. We represent everyone.

So, it is in good faith and would like to second and call upon the Parliament to support the Committee to ensure this modal law comes to pass. I beg to move.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Honorable.

Vous êtes membres de cette commission. Vous faisiez tout simplement la plaidoirie pour qu'on adopte la loi-type. Merci beaucoup pour votre plaidoirie. C'est entendu.

La deuxième personne inscrite sur la liste est l'honorable Bweupe Maxas Joel Ng'onga, de la Zambie.

HON. BWEUPE MAXAS JOEL NG'ONGA [ZAMBIA]: Thank you, Mr. President and let me thank the Committee on Agriculture and through their Chairperson for the presentation of this model law. Mr. President, we all know that in almost all the African Countries over 80 per cent of our national citizens are involved in one way or the other in the Agricultural sector. Therefore Mr. President this model law comes at a very opportune time and I would also wish to support that this model law is adopted and moves further. Because this will give impetus, Mr. President, to most of our African nations that we know have put in place in either food security or nutrition commissions that looks like this, but having a law that speaks to the many issues as outlined in this report is extremely very important. A food secure nation, a nutritious nation, Mr. President, gives rise to wealth in our people and also to healthy citizens and we all know that we cannot do without food and specially the nutritious food. Therefore, Mr President, I have gone through this model law draft, it must be supported and I support it from where I am sitting. Thank you very much, Mr President

MR. PRESIDENT: Thank you very much. I will now give the floor to Hon. Sepa Mbamuala from Equatorial Guinea. *[Interjection]* He is not in the Chamber? Let me give the floor to Hon. Evangelina Filomena Oyo Ebule from Equatorial Guinea.

HON. EVANGELINA FILOMENA OYO EBULE [EQUATORIAL GUINEA]: Buenos días señor presidente, buenos días colegas. Felicitar a la comisión que ha presentado esta ley modelo ya sabemos que en África hay pobreza de la pobreza y el hambre, son dos temas que afectan al continente africano. No solamente debemos adoptar la ley, sino que nosotros como representantes del pueblo debemos trabajar y aportar para que nuestros países, nuestras comunidades la gente no pase el día y la noche sin tener nada que llevarse a la boca. También deberíamos instar a nuestros gobiernos que tengan laboratorios para controlar la alimentación que se importa porque se sabe que hoy en día todo lo que consumimos viene de otros lugares a pesar de que África es uno de los continentes que más tierra tiene para cultivar pero parece que lo que está ocurriendo es que nosotros no trabajamos debidamente y hoy por hoy las enfermedades que están apareciendo por nuestras sociedades se presume que son enfermedades que provienen de los alimentos que consumimos por lo que debemos aunar esfuerzos para tratar de controlar todo lo que se importa para el consumo en nuestras comunidades. Gracias.

MR. PRESIDENT: I give the floor to Honourable Purificación Buhari Lasakero from Equatorial Guinea.

HON. SEN. PURIFICACIÓN BUHARI LASAKERO [EQUATORIAL GUINEA]: Felicidades a la comisión de agricultura. El ponente ha sido muy brillante y con su fluidez verbal, la verdad es que es muy importante asegurar la seguridad alimenticia para un desarrollo sostenible. Sabemos muy bien que para ello se requiere recursos humanos cualificados y sin una alimentación no sería posible, por ello atraigo la atención a todos los parlamentarios aquí presentes para que cada uno desde su área de influencia procure instruir y orientar a fin de que se fomente la agricultura ya que en África tenemos la tierra muy fértil y así apoyar también, de forma especial, a las mujeres, ya que la mayoría de ellas se ha sustentado del cultivo para la alimentación de la familia y de su sociedad mejorando así también la técnica para la producción por ello apoyo resueltamente el modelo presentado para su aprobación. Gracias.

MR. PRESIDENT: Thank you very much. I now want to give the floor to Hon Felix Okot Ogong from Uganda. I will now give the Floor to Hon. Yeremia Chihana from Malawi.

HON. YEREMIA CHIHANA [MALAWI]: Thank you, Mr. President. I completely and entirely agree on the model law. Much as we talk about it, I will address you to Article 6 which is on access to productive resources, agricultural inputs and diseases. Africa has had and will remain to have a challenge in addressing land and land-related challenges issues. I am talking that way more especially because land, which is one of the phases for agricultural productivity, remains in the hands of foreigners. Much as we talk about foreign direct investments, they control the inputs, the credit market and land ownership. If we look at all mechanisms to address the challenges of land ownership, comparable challenge of market rate developments cannot cope with budgets of most African countries. It is a drain on the economy and we are compensating the same foreigners who acquired our land for free.

I will also be talking about the inputs; all inputs related to production. They are also in the hands of foreigners. It will remain a challenge for the model law to be addressed if we remain to be advised and driven by foreigners like the World Bank and the IMF. We need to find a way of addressing our own models of land ownership and address the challenge of access to land by all communities of Africa without being addressed by foreign direct investment.

I submit.

MR. PRESIDENT: Thank you very much. My list is exhausted; I now want to give the floor to the Vice President to respond. Madam Vice President, you have the floor.

HON. MAI MAHMOUD EBRAHIM [VICE CHAIRPERSON COMMITTEE ON RURAL ECONOMY, AGRICULTURE, ENVIRONMENT AND NATURAL RESOURCES]: Thank you, Mr. President. I would like to thank all the members for the interventions they have made. I hope to adopt this Model Law. It is for our countries, our African countries; it is for all people, the youth and women. So I wish the House adopted this Model Law today. Thank you.

M. LE PRÉSIDENT : Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi-type.

Pas d'observation ? Pas de remarque ? [*Coup de maillet*]

Le Parlement prend note.

Madame la Secrétaire générale, veuillez donner lecture du point inscrit à l'ordre du jour de nos travaux.

Mme LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE : Merci.

Le prochain point inscrit à l'ordre du jour est le suivant : Présentation et débat sur le Plan stratégique 2018-2023 du Parlement panafricain.

M. LE PRÉSIDENT : Je donne la parole au Docteur Ahmed Eltigani Sidahmed, Consultant, à faire sa présentation.

Docteur, donnez-nous les grandes lignes de votre projet de Plan triennal. Quinquennal ? C'est un plan quinquennal, d'ailleurs. Donnez-nous les grandes lignes de votre plan quinquennal du Parlement panafricain. Vous avez la parole.

Le plan stratégique couvre quelle période ? 2019-2023 ou 2018-2023 ?

You have the floor.

DR. AHMED ELTIGANI SIDAHMED [CONSULTANT]: Thank you very much Honourable President, Honourable Members of the African Parliament, I am very honoured to present the Strategic Plan of the Parliament in my capacity as a Consultant but also as a citizen of the new Democratic Republic of the Sudan, where freedom is now the motto for everybody.

The Plan, originally written as 2018-2023, is being modified because of necessity to be 2019-2023. I will go through the following issues. First, what you know about the Parliament; second, a summary of what we found on the evaluation of the previous Strategic Plan 2014-2017 and then we venture into this new Strategic Plan, look at the drivers for the plan, the theory of change, the logic structure of the Strategic Plan, the implementation arrangements and the financing on the Strategic Plan.

You know about the Pan-African Parliament, what I just picked for your attention here is that it is only going to ensure full participation of the African People in the development and economic integration of the continent. The Pan African Parliament is guided mission vision called values impacting on evolving objectives, the ultimate aim of the Pan African is to evolve from advisory and consecutive body into becoming a fully legislative power and it constitutes, as you all know, the internal structure of planning

the Bureau, Caucus Permanent Committees and Secretariat. The stakeholders of the Parliament are from national, regional, continental and global. Global level by other development partners, important – actually stakeholders are of the national Member States, legislative and government bodies. They are supported by regional parliaments and of course the Pan African Parliament with its governance structure.

We did the evaluation for the previous Strategic Plan and in order to do the evaluation there were two questions set. One is what difference have previous Strategic Plan made to sustainable and accelerated development of the African Parliament? And the second, what are the specific contributions of the Strategic Plan to the changes, how it took place at Member States, Caucuses Bureau, Permanent Standing Committees and the Pan African Parliament Secretariat.

The Strategic Plan of 2014-2017 was composed of six strategic objectives. We looked at each of them and how it performed and how the constituencies performed in implementing it.

Strategic objective one: Strengthening Parliamentary, Legislative functions of the Pan African Parliament. For that, we found some of the major happenings at that time, we revised and approved PAP Protocol, which is a major and important issue. Successfully convened statutory and non-statutory meetings, consultative and advisory reports were tabled to the Plenary, regional consultative meetings on various thematic issues and AU Legal Instruments ratified and adopted by the member states. Strategic Objective two aimed to provide a platform to mainstream African voices and those in the Diaspora into the African Union policy-making processes. What we have achieved, annual speakers and press conferences were done during that time, the Youth and Women Conferences provided platforms for African voices and AU policy- and decision-making processes informed by the recommendations for women, youth and vulnerable group forums.

The Strategic Plans three and four: Strategic three is promoting human rights, democracy and good governance in Africa and what we have achieved is missions investigated, human rights situation, participated in elections as observers, AU actions informed by resolutions and recommendations and human resources situation, protocols ratified like Maputo Protocol of the African Court Protocol, Member States

urged impromptu signup on the APRM and events to discuss ratification of revised protocol and other human resources protocols.

Number four of the Strategic Objective aiming to promote peace, security and stability. There were some advances as well there. The fact-finding missions, for example, they went to different countries, the collaboration in joint election missions have also been done but still remember that the role is observer mission and assembly resolution and recommendation and peace and security submitted to the Executive.

The last two Strategic Objective of the Strategic Plan were five: Promote Integration and Development in Africa and motivated regional and continental integration issues such as intra-African trade, market access and harmonization of monetary policies.

The last, Strengthening the Institutional Capacity of the Pan African Parliament: some advances took place that time, for example, 70 out of 74 vacancies have been filled out, skills development and training took place, communication and advocacy through the live streaming, committee meetings and improved website took place; collaboration on joint election observer missions.

But it didn't go without challenges. During the implementation of the Strategic Plan, the issue of not getting full legislative power was a problem, it is a challenge, and budget negatively impacted the Permanent Committees. We have 11 Permanent Committees dealing with very important diplomatic issues and in order for them to function they need adequate funding. Lack of autonomy over AU budget, PAP, until now, doesn't have the autonomy, it waits until somebody approves. Inability to independently observe elections, as I said they are just observers, and slow ratification and domestication of the PAP Protocol, African Union Human Rights and African Union Legal Instruments. There are also problems of attribution, PAP cannot implement activities directly and also the visibility of PAP needs a lot of improvement and that low visibility resulted in the delay in ratification of the AU Revised Protocol, and there is no mechanism to ensure sustainability of benefits from the implementation of the Strategic Plan 2014, no mechanism accept to ensure sustainability.

Recommendations that took place were: to establish measures for a speedy ratification of the revised Protocol; to maintain functional, effective knowledge management

communication, documentation and reporting system; and to enhance the visibility of the Pan African Parliament.

Recommendation four: to enhance greater collaboration of Pan-African Parliament and synergies with AUC departments; to strengthen Pan-African Parliament's M&E System, this is very crucial to support the development of the new Strategic Plans and the many of the strategic plans whether in the PAP or other AU there was always a divorce between the M&E system and the plan—which causes a lot of delays. To develop resource mobilization strategy is equally important to reduce the financial gaps with the aim of making Pan-African Parliament self-sufficient and independent to undertake fully its oversight responsibilities.

Now, I will devote some time to present to you the Strategic Plan of 2019-2023 and choice of the timing is because we have got insights with also the Phase I of Agenda 2063. So by that we harmonize the PAP's Strategic Plan with the AUC Strategic Plan and with the implementation of Agenda 2063.

When we were working on that we were informed, of course by the PAP's vision, mission, mandate and core values. We were informed by the internal consultations with the different PAP governance bodies and importantly there was a SWOT Analysis that took place in 2017 about the end of the previous Strategic Plan to see what happened and also external consultations with AU Organs, regional institutions and development partners, and, as I mentioned, the lessons learned and recommendations from the evaluation of the previous Strategic Plan.

What are the motives, why do we motivate you to the Strategic Plan? As I said Agenda 2063, the first ten-year Implementation Plan and also the Post-2015 UN Development Agenda and Sustainable Development Goals. These are all to be aligned, synchronized and delivered. The Paul Kagame recommendation to enhance AU managerial capacities had actually reinforces the PAP's mandate to make final decisions on AU budget, so it has more obvious ability to work on that and to represent the African Union in the monitoring of elections in Member States.

We were also motivated by a Theory of Change and this Theory of Change reflects a time-wise planned aspiration and commitment of the PAP's stakeholders for the

determined change aimed at shifting the status quo to a highly visible, relevant, vibrant and well achieving organs of the AU.

The Theory of Change itself is geared towards achieving the AU commitments. AU is one body where the voices of the African people are mainstreamed into functions, businesses and processes to promote popular participation and representation of the African people in making decisions in their governance and in accountability and transparency.

The Theory of Change focuses on a Pan-African Parliament with strengthened oversight capacity, able to make decisions on budgets and all mechanisms, enjoys visibility and respect from the Member States; and from the global community and at the help of the architectural processes aimed at the speedy transformation of the African continent.

The Theory of Change focuses on a PAP with strengthened oversight capacity to make decisions, enjoy visibility and respect to consult with the committees in this process and quite a little discussion on the visibility of the PAP in the Member States which makes it difficult for them to pass pieces of legislation, common laws or the revised Protocol. The change should make the Pan-African Parliament truly African Legislative Platform. This is the aim which shall be fitted in the establishment of the PAP but in this Strategic Plan we want it to be running the first two years. So by the end of year two all the ratifications should take place and the Strategic Plan can then implement a plan for a legislative function going its way with a new Protocol and supported by strengthened institutional capacity and effective execution of current advisory and consultative mandates.

This, you don't have to look at it now, you have it in the printout, it is really big, but look at the three lines at the bottom, strengthened constitutional capacity, institutional capacity, ratification of the Malabo Protocol and effective execution of the current advisory and consultative mandate. If this takes place, all these instruments you see there, then we can say that the Strategic Plan with this theory of change help into evolving the Pan-African Parliament into a continental legislative body enable to mainstream African people voices in all the decisions of the African Union are also to assure the participation and representation and oversight of the African people.

The structure of the new Strategic Plan is simpler actually than the previous one with less strategic objectives. As you see we have four, strengthening parliamentary functions of the Pan-African Parliament, objective two – strengthening partnership, coordination and outreach and institutional capacity of the PAP; three- promoting human rights and shared values of the African Union; and fourth – this is an important one – I see that it is missing. It needs to be reinforced –research, training, sharing , knowledge management, communication and advocacy of the Pan-African Parliament to reach out to all the world and to the continent with what have been achieved in a very researched, analysed and learned way.

We will see forthcoming now a number of slides. They look very crowded so it is not to be read in details, but I want to show you the logic of these slides. We have the Strategic Objective; how many outcomes we expect from each Strategic Objective; and what are the milestone indicators showing progress towards the Strategic Objective.

I will just give you an example, Strategic Objective one aims to strengthen functional role of the PAP in governance, the milestone indicator, that means we have a parliamentary organs with capacity for oversight and advocacy; so because of time it is better just not to go through them but I will show the outline of the presentation.

Number two: the second Strategic Objective similarly it has several outcomes, in this case, four outcomes and four milestone indicators. For example, one of the milestone indicators is skilled, trained, dialogue-oriented PAP staff and Parliamentarians. One of the milestone indicators quality and usefulness of youth and women Parliamentarian networks at all levels, and that is crucially important for Africa as a continent of young people and we should always take care of that.

Strategic objective number three, as well it has four outcomes – one of the outcomes for example, is functionalized, African Charter on the African shared values, instruments and principles of decentralization, local government and local development. One of the milestone indicator, for example, is operational African peace security architecture (APSA) Pillars, we have them, we have the APSAs but we need them to see them operational and functional.

The last Strategic Objective, strengthening research, learning sharing knowledge management communication and advocacy. You cannot advocate without communicating, you cannot communicate without having the right knowledge and you cannot have the right knowledge without doing it right. Transparency, collecting the information, modelling the happenings and coming up with this and we thought that we need a PAP with a very good, strong knowledge sharing platform, with effective and functional communication documentation and reporting system and with operational advocacy procedures. This way we can easily reach out to the resources and, hopefully, mostly local African resources and also there is a raw where we see for the Regional Economic Communities to be more integrated, functional in the PAP's work.

There is this slide – it more focuses on the Permanent Committees because these are the most important bodies here, 11 Permanent Committees are in tune. Women and youth Caucuses which all the results of the work we do have to satisfy their objectives, their operational mechanism and what they want.

We have also a very crowded slide here. It shows the Strategic Objective, the key result areas, those in yellow colour the Permanent Committees alignment with the key result areas and then the last is how many committees support the Strategic Objective. If you see this one is bigger, which is the most crucial to change the Pan-African Parliament into a legislative body all the plenary committees are responsible for its implementation. Reading the terms of reference and discussing with the Permanent Committees, we found that all the Permanent Committees will be engaged and benefit from the outcome of this first Strategic Objective.

The second Strategic Objective which has to do partnership, coordination, outreaching, institutional capacities of the PAP, similarly, although they have three key result areas, but quite a bit away, if you note the key areas of the Permanent Committees are integrated and aligned with the key result area, and again almost all the Permanent Committees are responsible and then if you think from the implementation of this Strategic Plan.

The third, which is promoting human rights and shared values is more specific, and has to do with good governance, measures for inclusive goals and political and economic

stability in Africa enhanced. There is a number of thematic areas in human rights, youth, legally binding model laws. Today we just had a discussion in the model laws, operationalise the model laws, formalize them and especially get them into a direction towards food security and nutrition. Those must solve the problem of poverty in the continent and the impact of the governance, employment, health, social, education promotion, housing and more focus on women, children and gender. This is a bit more specialized so we have six out of the 11 Permanent Committees and the two caucuses directly involved in the implementation as they were also involved in the conception of the Strategic Plan.

The Strategic Plan development which has to do with the product; how you get information, how you get out, how you learn from it, how you disseminate it, how you share it is a very important function, but it doesn't require all the committees to be working on it; we have a special class, specialized committees-- the Rural Economic and Natural Resource and Environment Committee; Education, cultural and Tourism and Human Resources Committee; Health, Labour and Social Affairs Committee; Gender, Family, Youth and People with Disability and most importantly the Monetary and the Financial Affairs.

Alignment, Responsiveness of the proposed Strategic Objectives with the Global, Continental, and Regional initiatives, as I said earlier, we have different initiatives and are very aligned and are part and parcel of what the Strategic Plan is doing. If you see the architecture of this slide, the Strategic Objective, and then we have one of the initiatives which in this case Agenda 2063, it is aspirations and goals and then the AUC Strategic Pillars and the AUC priorities. We have picked the important aspirations and the goals which match the Strategic objective of the Pan-African Parliament.

Number one, so you can see there is a number in here aspiration 2, 6, 7 and I think you have all these and I don't want to bore you by reading them. The same goes for the goals, 8, 11, 12 etc... Strategic Pillars of AUC - Peace, Security, Socio-Economic and Human Development and the priorities for AUC – Peace, Stability and Economical Integration. The same goes for the Architecture of the second slide, which has to do with Strategic Objective two and also we have the Agenda 2063 Aspirations that match

with Strategic Objective and the AUC Strategic Pillars and AUC priorities. Similarly, we see the same in the next slide, which handles the Strategic Objective three and the Strategic Objective four. How they match with the aspirations and goals and of the Agenda 2063 and Strategic Pillars and priorities of the AUC.

Final slide, on the Strategic Development Goals, this slide, I just want to share it with, but there are so many Strategic Development Goals but out of them specifically the seven are broadly aligned with this Strategic Plan. Goal 2 in ending hunger, goal 9 in building resilience, goal 13 take urgent action to combat climate change, goal 15 to protect and restore the environment, the ecosystem and goal 16 to promote peaceful and inclusive societies for sustainable development.

Another slide I want to share with you is the Paul Kagame Report, do you have it? The Strategic Plan is broadly aligned with the following major recommendations of Kagame Report. Efficient implementation of streamlined organization with focused areas; enhanced relevance of African citizens; clear mandate of some of AU organs and institutions; it is important issue, as I said before, to divide labour equally between AUC and the Regional Economic Communities (the RECs), sustainable and adequate funding resources, enhanced managerial capacity and accountability for performance at all levels; and efficient working methods in both the Commission and the Assembly. I am very heartened to see that the Kigali Report is actually of direct importance and recommendations to the advancement of this honoured body, the Pan-African Parliament.

Also through the global partners, especially the EU - the Africa-EU Strategy Roadmap, the Strategic Plan as well as the Pan-African Parliament receive support in the following priority areas. That is called the PanAF. The PanAF supports peace and security; democracy, good governance and human rights; human development, sustainable inclusive development and goals; and global and cross-cutting issues like, as I said earlier, the climate change and the protection of the environment.

The last few slides run about the implementation arrangement. Monitoring and Evaluation: monitoring and evaluation will have to be done in a very collaborative, very institutional way involving all the governance bodies of the PAP. Monitoring is to look at

what is happening, evaluation is to look at the impact of what is happening. If you are not collecting good data, transferring data, have mechanism to do that what comes out is all then doesn't fall for the PAP. That is why having this hierarchy is all the responsibility of the PAP from its Plenary through the linear caucus finance standing committee, the Secretariat assures that the M&E implementation is meaningful and useful for the institution. Another arrangement necessary for the successful implementation of the Strategic Plan is having in place a knowledge management and dissemination function, capable of acting as clearing house of the results generated and also an ability to learn lessons, experiences within the PAP and an implementation and monitoring and evaluation framework functional advocacy communication mechanisms and resource mobilization. If all of these are put into function, this Strategic Plan will achieve its objectives.

Who are the key actors? You know them but just to mention here on the structure of this slide, you have the PAP level, Regional Parliamentarians Level and the National Parliamentarian Level. At the PAP level, we know the key actors, the PAP Units, the Permanent Representations, the AUC Development Partners; and at the Regional Parliamentarian level the PAP Regional Offices, the RECs and the Development Partners; and at the National Parliament Level, the Member States and the PAP focal points, each of these hierarchical level have responsibilities and this has to be carefully assured in the implementation that they are followed.

Monitoring—as I told it is periodic monitoring and assessment will be conducted to determine verification of results and quality assurance. Define the key performance indicators. This is a very strong and important function of Monitoring and Evaluation of the key performance indicators and then to guide identification of the annual priority. So it will not just be put as report and read page by page but within or after each year, based on this instrument of Monitoring and Evaluation, there may be needed modifications, revisit of the priorities as we go. The tools for the M&E - Monitoring and Evaluation framework is first – develop it - which we did, to select a minimum core key performance indicators that is also done. Development implementation of annual work plans – under process; and to develop a dashboard where the IT generation and we need a dashboard to help in the monitoring and implementation and also it is a very

good motivator for our young people. Because they are all now IT wizards, so if you want to get them into it, because they can drive from a computer and help us know where we are heading and what we achieved. Evaluation will also be done and basically, periodically, we will look at the relevance of the strategic plan, its effectiveness, efficiency, impact and sustainability. Any time you feel there is something to be modified, we will do that. Reporting - there is a very good reporting system at the PAP at the Bureau level, the Regional Caucus level of the Permanent Committee and the PAP Secretariat and we know these reporting requirements, you all know about them, very important is that these reports must be instruments for implementation of the Strategic Plan, they must be that quality which attracts other people to look at them. Sometimes you write a report but you don't have many people to read it, so how to write a readable report is also very important.

The last slide here is financing the Strategic Plan Implementation. There is need for resource mobilization. We have a budget here for the Strategic Plan Implementation. The first Strategic Objective: Strengthening Parliamentary Functions and the third Promoting Human Rights and Shared Values between them they share US\$38 million, most of the budget. Strengthening Partnership, Coordination, Outreach and Strategic Objective on Resource Planning and Knowledge Management together they get about \$8 Million, not because they are not important but these two Strategic Objectives are more of software whereas the other two, the first ones consume a lot of money and more hardware and more going to Member countries and more building trust and more of all these important instruments and so on. And then there is a technical support here for the PAP for \$3 million so the grand total \$48 million.

Thank you very much for allowing me to present it and listening to me. Thank you, Mr. President.

M. LE PRÉSIDENT : Thank you very much.

Le débat général est ouvert.

La première personne inscrite sur ma liste est l'Honorable Didier Molisho Sadi de la République Démocratique du Congo.

Vous avez la parole, Honorable citoyen.

HON. DIDIER MOLISHO SADI [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO] :

Merci, Monsieur le Président.

Je félicite le Docteur Ahmed pour sa présentation claire.

Moi, je trouve que le débat sur le Plan stratégique devait être le moment le plus important de nos travaux parce que c'est cet outil qui doit nous orienter, qui doit nous aider à accomplir nos missions.

J'ai beaucoup apprécié, dans le travail, la notion de théorie du changement mais la question que j'aimerais poser au Docteur Ahmed c'est, partant de sa théorie de changement, pourquoi dans le Plan stratégique 2019-2023, il n'a pas opté pour le changement des objectifs stratégiques ? Parce que dans sa théorie de changement il y a un tableau où il reprend les changements que vise le PAP.

Pourquoi ne pas prendre ces éléments là comme objectifs stratégiques ? Et si je dis cela, ça permettrait d'être beaucoup plus pratique, à partir de ces objectifs stratégiques.

Et à ces éléments là, ajouter un objectif stratégique sur la mobilisation des ressources parce que dans l'analyse qui a été faite, il a été démontré qu'il n'y avait pas assez de budget. Moi, il me semble qu'on devrait avoir un objectif stratégique sur la mobilisation des fonds et cela cadre avec les missions du PAP qui peut collecter des fonds. Pourquoi cet objectif n'est pas repris et si je regarde le budget que vous avez présenté à la fin, il me semble qu'avec ce budget là le PAP ne va pas réaliser ses missions.

Nous avons discuté pendant cette session du budget 2020 du PAP et quand vous regardez le budget 2020 du PAP qui est déjà réduit, il était à 20 millions, on l'a réduit. Il y a des dépenses incompressibles, comme les dépenses du personnel qui s'élèvent à 6 millions. Si vous regardez le résultat numéro 1, dans le tableau qui nous a été proposé, vous êtes à 19 millions. 19 millions sur un plan stratégique de trois ans si vous faites un simple calcul, sur trois ans, tout l'argent va partir sur le personnel et qu'est-ce qui va rester pour les autres activités ?

Vous avez parlé de l'alignement des actions des commissions permanentes. Comme nouveau membre, je me suis inscrit dans la commission permanente agriculture, économie rurale, développement durable et environnement.

Nous avons discuté, au niveau de la commission, du plan de travail 2020 et dans le cadre de l'objectif stratégique 1, si on l'aligne au Plan stratégique, les activités qui sont prévues dans le cadre de la commission permanente agriculture ne pourront pas être réalisées. Si je relève ce que je viens de dire tout à l'heure, tout l'argent partirait pour le personnel et il ne resterait rien par rapport à l'objectif stratégique numéro 1.

La question, pour moi, c'est comment vous pensez aligner les actions des commissions permanentes et celles prévues dans le cadre du Plan stratégique au regard du budget que vous avez proposé ? Merci.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

La parole est à l'honorable Anifa Kawooya de l'Ouganda.

HON. BANGIRANA ANIFA KAWOoya [UGANDA]: Thank you so much, Mr. President. I have one observation and two questions. Well, I recognise the doctor and the way he has presented and outlined the strategic plan that he has presented.

Whereas the AU has the executive administrative structures and full legal instruments of power, its second organ which is an important one, the PAP institution, has remained an amorphous legislative institution. Whereas the Heads of member States are very eager and quickly append their signatures in signing the Protocols, I want to know from the findings of the consultant doctor. Do the Heads of States not go through their structural requirements like the Ministry of Foreign Affairs to consult on the issues of protocols before the Heads of States sign them? If they do, how do you anticipate the strategic plan that you have outlined here to be effective and successful when the Pan African Parliament has remained an ineffective functioning system?

Two, doctor, if the objectives and the intention of the member States of the AU, in signing for the PAP to become an autonomous body, how do you anticipate that this institution is going to achieve its intended mission of what you have outlined when the executive body which is the AU has given powers with one hand to create the PAP and on another hand is tying the functioning of this institution?

Lastly, what are in your opinions, the fears and the reservations when there is no political commitment for those member states that have not signed, ratified or acceded

to the Protocol? Do they want the success of this institution? Do they want to see the collapse of this institution? Or, is it just a matter of saying this institution is not well intended for its purpose?

I close my case. Those are my personal observations and questions. Thank you.

MR. PRESIDENT: Thank you very much. I now want to give the floor to Honourable Jacqueline Amongin from Uganda. Jacqueline you have the floor.

HON. JACQUELINE AMONGIN [UGANDA]: Thank you, Mr. President. I would like to commend the presenter for having taken us through the Strategic Plan. I just have a few issues that I would like to raise in regards to the Strategy.

1. As a Strategic Plan, if we have to critically scrutinize this Strategic Plan and make critical input, I think it would have been prudent that prior maybe to the sitting of this House, we would have gone through this Strategy stage by stage and also Members would have re-inputted on it. Because the time now is very limited and we really basically have to just make comments. But that having been said, I would like to see the component of the relationship between the Committee of Pan- African Parliament. We have 10 permanent Committees and what is reflective in the Strategy. I would like to see a Strategy which has short term, mid-term and long term. Because in a long term strategy, we would be looking at where we shall we be looking at the Pan African Parliament. May be 10 years from now, may be 20 years from now but in a short term, what do we need to do; in the mid-term, what do we need to do and in a long term, what do we want to achieve in line with our agenda of the African Union, Agenda 2063. That is what I want to see in the Strategy.
2. I would like to see the visibility of Pan-African Parliament. PAP should be very visible because this is kind of like a Parliament and I am sure this is a place where I would like to see strategies in the Plan whereby Pan- African Parliament is very visible in terms of engaging with different stakeholders. I would also like to see in this Strategy, a plan where we are not only looking at the African Union giving money to the Pan African Parliament, but a whole department for resource

and strategic raising of resources. So that Members of Parliament can implement activities as and when they are in position.

3. Lastly, a Strategic Plan is the guiding document for the *modus operandi* of any institution and I think this is not different for the Pan African Parliament. But, I would like to question the staffing of the Pan African Parliament for example. The Clerk, actually I want to praise one of the Clerks whom I have happened to work with as the Chairperson of a Committee of Agriculture. This very Clerk works with three more other Committees. He tries and does very good work, but in the Strategy, how are we going to restructure so that we are able to have a full time for example, Clerk for a particular Committee and the effectiveness of this staff to be able to deliver the aspirations of this Parliament. Mr. President, I submit.

MR. PRESIDENT: Thank you very much. I now want to give the floor to Hon. Evangelina Filomena Oyo Ebule from Equatorial Guinea.

HON. EVANGELINA FILOMENA OYO EBULE [EQUATORIAL GUINEA]: Gracias una vez más, Señor Presidente. La traducción está? Decía gracias, felicitar al doctor por el documento que acaba de presentar es exhaustivo. Agradecer al doctor, felicitarle por el documento que nos acaba de representar. Es un documento importante, es exhaustivo pero yo quisiera hacer alguna recomendación en sí, creo que no ha lugar dejará de contestarme sino pues ya lo recoge o lo deja, es decir que durante el periodo que estamos aquí, los fines de semana que no trabajamos también se podría organizar algunas visitas a las instituciones de este país, el mismo Parlamento, el Palacio de Justicia y otras excursiones más para que podamos conocer más de Sudáfrica, no solamente estar aquí en Midrand. Por otro lado en la Conferencia de Mujeres echo en falta que no haya una autoridad femenina, vimos que en Ruanda vino la Primera Dama a aperturar la conferencia dando toda la importancia que había y aquí en el tiempo que llevo yo no he visto una autoridad femenina, sino puede venir la Primera Dama que venga una ministra o una miembro del gobierno, quien fuere, para dar un poco peso al tema de la mujer porque cuando vemos que no hay una autoridad del lugar parece que no dan importancia a todo lo que estamos haciendo aquí. Gracias.

MR. PRESIDENT: I now want to give the Floor to Hon. Juan Roku Enumbie from Equatorial Guinea.

HON. JUAN ROKU ENUMBIE [EQUATORIAL GUINEA]: Muchas gracias Señor Presidente. Yo también voy a felicitarle al ponente porque la verdad nos ha faltado tiempo de poder leer todo su documento porque es muy importante para el funcionamiento del PAP y lo que es la agenda para África del 2063. Solo le voy a hacer una pregunta al doctor, es eso, él, en su alocución, está hablando del informe del Presidente Kagame y este informe yo creo que lo echo mucho de menos, yo por lo menos, no sé si los demás lo tienen, para mi trabajo particular. Muchas gracias Señor Presidente.

M. LE PRÉSIDENT : Le débat général est clos.

Je donne la parole au consultant pour réagir.

You have the floor Dr.

DR. AHMED ELTIGANI SIDAHMED [CONSULTANT]: Thank you very much, Mr President and the Honourables who asked questions. I will try to respond as much as possible. The first question was on the theory of change – and why we did not realise the change and the strategic objectives. Actually the theory of change was developed using the four strategic objectives as instruments for change. When we say, for example, one of the strategic objectives we have as the Pan-African Parliament, as “a legislative body with good function,” that means we mean that the change from the status quo now - where it has difficulty even to ratify the revised protocol - to a situation where this can be history. We have all the instruments of change to make it possible.

There was also a very important question on the resource mobilisation; actually through the strategic objectives two and four, if implemented, they allow this institution to mobilise resources very effectively. There is advocacy, capacity development, institutional building, information sharing, research – all of these then bring the Pan-African Parliament to a situation where it is very confident at contacting resources; that “We have done this, we produced this and we need this to go farther.”

I see a concern on the budget of the Pan-African Parliament going down to below US\$20 million, whereas the Strategic Plan itself is US\$48 million. That is one of the

things the Strategic Plan implementation should do; it should allow the Pan-African Parliament to mobilise resources in that much which has been estimated. And if that happens, then the Pan-African Parliament would be moving on well and stronger.

There was a criticism from the Hon. Speaker that most of the money is going to the staff. But the strategic *[Inaudible]* ...is that okay? So that should not be a concern.

Now, the question from Uganda: Do the Head of States go through their Ministers of Foreign Affairs and come up with authoritative decisions? I will leave this to you to answer. But what is important is that in the African Union – what at least I have seen – is that, all the decisions by the Head of State are really valued and honoured in the African Union. So I would say that maybe in the process you are suggesting to make some changes, but that outcome is good.

There is a speaker who asked about the strategic plan having short, medium and long term plans. Yes, but this is not the strategy but a strategic plan of the Pan-African Parliament's strategy. It is a short term plan; it is a four-year plan. A strategy is a big canvas, but then you cut it into specific plans, and this is what we have for discussion, Hon. Speaker. It is for specific segment of time – four years. And its aim – actually, to address some of you fears that the visibility of Pan-African Parliament is – as I said, it was raised by a lot of the Permanent Committee Members. But if we have this strategic plan implemented, it will allow the Pan-African Parliament to have a very good and solid visibility in the Members States.

The guiding documents, the shortage of time – actually this plan was supposed to be presented six or four months ago and I think the documentation is around. But I think it is a good idea that people have a chance to read the background documentations.

There was also a question on visiting the institutions of the Pan-African Parliament and also the host country, which I think is legitimate.

The last question was on agenda 2063 and the Paul Kagame Report. And these are actually diverse for the whole African Union, and what we found positively in the Kagame's report is that there are a lot of important recommendations which directly enhance the strengths and viability of the Pan-African Parliament.

I hope I answered all the questions, Mr President.

MR. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup. Le débat général est clos.

Je mets aux voix l'ensemble du texte.

Pas d'observation ? Pas d'objection ? (*Coup de maillet*)

Le Parlement prend note.

Chers collègues, j'invite le Secrétaire général à donner lecture des résolutions et recommandations de notre session.

Monsieur le Secrétaire général, vous avez la parole.

Faites nous l'économie des considérants et dites nous ce que le Parlement a décidé.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Merci, Monsieur le Président.

Je vais commencer par dire que compte tenu du fait que le programme a été légèrement modifié, et pour présenter les résolutions et les recommandations immédiatement au lieu d'attendre l'après-midi comme initialement programmé. Certains des documents sont encore en cours de traduction et donc, nous n'avons que quelques résolutions et recommandations qui sont à notre possession.

La résolution sur le rapport d'activité du Parlement panafricain est en cours de traduction. Il y a quelques résolutions qui sont sorties du débat. J'espère bien que ces résolutions nous seront amenées d'ici là.

La résolution rendant hommage au Feu Président Robert MUGABE est aussi en cours de traduction et je suis en contact avec le service pour qu'on nous les apporte.

Certaines recommandations et résolutions sont envoyées hier dans les boîtes de tous les parlementaires. J'espère bien que certains ont eu le temps de les parcourir.

Donc, ce que j'ai en ma possession, je commence par les résolutions issues des débats et des présentations faites durant la session.

La première résolution est celle portant adoption de la Loi-type africaine sur les personnes handicapées en Afrique.

Je précise que pour gagner du temps, je vais faire abstraction des préambules et aller tout droit aux dispositifs.

Le Parlement panafricain par la présente, adopte la Loi type relative aux handicaps en Afrique.

2- demande au Bureau du Parlement panafricain de soumettre la Loi type sur la Loi type sur les handicaps aux organes délibérant de l'Union africaine pour approbation et utilisation par les États membres de l'Union africaine.

3- s'engage à entreprendre les activités de plaidoyer en vue de la ratification du protocole à la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, relatif aux droits des personnes handicapées ainsi que son approbation et son utilisation par les États membres de l'Union africaine.

4- s'engage également à renforcer la collaboration et les échanges entre les instances parlementaires régionales et nationales en vue de renforcer les capacités parlementaires, à suivre et à promouvoir la prise en comptes du handicap dans les politiques et programmes nationaux ainsi que dans les instruments budgétaires et législatifs.

M. LE PRÉSIDENT : Pas d'observation ? Pas de remarque ? (*Coup de maillet*)

Adopté.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Projet de résolution sur la loi-type relative à la sécurité alimentaire et à la nutrition en Afrique.

Le Parlement panafricain, par la présente,

- Adopte le premier projet de loi-type sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique,
- Demande à la Commission permanente de l'économie rurale et de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement d'entreprendre des consultations régionales sur le projet de loi-type sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique en vue de recueillir les contributions des citoyens africains, des organisations de base et des autres parties intéressées,

- Se félicite de l'appui technique de la FAO et de la collaboration fructueuse entre PAPAFFM et la Commission permanente de l'économie rurale et de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement, de l'Agence du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et le Département de l'économie rurale et de l'agriculture de la Commission de l'Union africaine pour la formulation du projet de loi-type sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

M. LE PRÉSIDENT : Pas d'objection ? Pas de remarque ? (*Coup de maillet*)

Adopté.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Projet de loi sur la création du forum parlementaire panafricain pour l'éducation.

Le Parlement panafricain, par la présente :

1. Crée le forum des parlementaires panafricains pour l'éducation en abrégé, PAPFED ;
 - 1.1 les objectifs du PAPFED sont comme suit :
 - a) la mobilisation des parlementaires en vue d'accélérer les progrès dans le domaine de l'éducation ;
 - b) le renforcement du rôle parlementaire dans l'élaboration de cadre et d'instruments juridiques, en vue de développer l'éducation au niveau national, régional et continental ;
 - c) la participation au processus de suivi de la mise en œuvre des stratégies des politiques, des projets qui ont fait l'objet d'un consensus, en vue de développer l'éducation en Afrique ;
 - d) l'établissement d'un cadre constructif et d'une interaction novatrice entre les parlementaires et toutes les parties prenantes de l'éducation sur les programmes d'études et de formations en matière de développement humain d'une collaboration efficace avec les experts en éducation de tous les pays du continent, en vue de renforcer la place de l'éducation dans la société au niveau régional et continental ;
 - e) le renforcement de la coopération entre les membres de tous les parlements africains, en vue d'élaborer un cadre juridique de référence

pour le continent africain pour assurer la qualité de l'éducation et réaliser l'égalité des chances pour tous en la matière ;

- f) l'élaboration de cadres juridiques continentaux sur l'éducation en vue de promouvoir l'offre d'opportunité éducative et de réduire l'abandon scolaire à tous les niveaux de l'éducation en Afrique ;
- g) le suivi de mise en œuvre des plans, des projets et politiques éducatives visant à garantir la pleine intégration des écoliers dans les différents cycles et à assurer l'éducation et la formation des adultes, afin de mettre un terme au phénomène de déperdition scolaire à l'analphabétisme, à l'illettrisme électronique généralisé par le biais de dernières méthodes d'apprentissage.

1.2 Le comité consultatif du PAPFED, sous la supervision de la commission permanente de l'éducation, de la culture, du tourisme et des ressources humaines est composé des membres de la commission permanente de l'éducation, de la culture, du tourisme et des ressources humaines ainsi que des membres d'autres commissions permanentes du PAP.

1.3 Le PAPFED tient des réunions annuelles dans les différentes capitales pour :

- a) assurer un suivi régulier de la mise en œuvre des décisions concernant l'éducation sur le continent africain ;
- b) recueillir les résolutions et des expériences éducationnelles des différents pays afin d'atteindre les objectifs souhaités ;
- c) inviter tous les parlements nationaux, régionaux et internationaux ainsi que les autres parties prenantes concernées à désigner leurs représentants au sein du PAPFED.

M. LE PRÉSIDENT : Pas d'objection ? Pas de remarque ? (*Coup de maillet*)

Adopté.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Projet de résolution sur l'adoption d'un modèle de convention africaine sur la double imposition.

Le Parlement panafricain par la présente adopte l'avant-projet de modèle de convention africaine sur la double imposition.

- demande à la Commission permanente des Affaires monétaires et financières et au Bureau du PAP de veiller à ce que la Convention soit présentée à la Commission du Droit international de l'Union africaine pour examen et soumission ultérieurs aux organes délibérant de l'Union africaine.

- charge la Commission permanente des Affaires monétaires et financières de poursuivre ses activités de sensibilisation, de renforcement des capacités en ce qui concerne la Convention sur la double imposition de l'Union africaine.

- remercie l'**APAF**, l'**AECIL**, la Commission de l'Union africaine et les autres partenaires pour le soutien qu'ils lui ont apporté dans le cadre de l'élaboration du modèle de convention de l'Union africaine sur la double imposition et appelle enfin le renforcement d'une telle collaboration.

M. LE PRÉSIDENT: Pas d'observation ? Pas de remarque ? (*coup de maillet*)

Adopté !

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Projet de résolution sur la gestion de la dette et la lutte contre la corruption en Afrique. [...]

M. LE PRÉSIDENT : Monsieur le président, asseyez-vous.

Si vous avez des remarques, vous pouvez les envoyer au Secrétariat. C'est vous qui avez élaboré la résolution.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Le Parlement panafricain, par la présente,

Décide de ce qui suit :

1. Promouvoir la ratification, l'incorporation législative et la mise en œuvre universelle des traités de l'Union africaine relatifs à la lutte contre la corruption :
 - i. la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption ;
 - ii. la Charte africaine de l'économie, des élections et la gouvernance [...]

M. LE PRÉSIDENT : La démocratie.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : La Charte africaine de la démocratie, des élections et la gouvernance ;

iii. le Protocole à l'Acte constitutif de l'Union africaine relatif au Parlement panafricain ;

iii. le Protocole sur les amendements au Protocole relatif au statut de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme ;

2. Collaborer avec les parlements nationaux et régionaux africains en vue d'exercer pleinement leur mandat législatif pour promulguer et réviser les politiques et législations nationales relatives à la lutte contre la corruption, notamment en assurant la saisie des avoirs sans condamnation et en faisant en sorte que le droit pénal transfère la charge de la preuve aux accusés dans les affaires liées à la corruption et aux flux financiers illicites ;
3. Collaborer également avec les parlements nationaux et régionaux africains en vue d'exercer pleinement leur rôle législatif, de surveillance et de représentation, d'assurer une gestion efficace de la dette souveraine et de briser le cycle de corruption, notamment par le suivi et le contrôle en temps opportun des partenariats public et privé et l'audit de la dette souveraine nationale, aux flux financiers, des recettes et des achats ;
4. Plaider auprès des organes délibérants de l'Union africaine en faveur de la mise en place et du renforcement, le cas échéant, des stratégies et des mécanismes nationaux et continentaux visant à assurer la gestion et une réduction efficace de la dette africaine, notamment la promotion de la recevabilité, de la transparence, de la participation citoyenne dans le processus de conclusion des contrats, des dettes souveraines ;
5. Plaider auprès des organes délibérants de l'Union africaine et des États membres de l'Union africaine pour le renforcement du mandat, de l'indépendance, des capacités de toutes les institutions nationales et continentales ayant un mandat en matière de lutte contre la corruption, notamment les Comités des comptes publics et des finances, les organismes nationaux de lutte contre la corruption, des institutions de contrôle et le système judiciaire ;
6. Soutenir et promouvoir le rôle des réseaux parlementaires de lutte contre la corruption, des citoyens, des médias et de la société civile dans la promotion de la

culture de la transparence, de probité, de responsabilité ainsi que dans la prévention des flux financiers illicites et des dettes odieuses ;

7. Œuvrer en collaboration avec les partenaires intéressés à l'harmonisation des lois, des normes nationales dans le domaine de la gestion de la dette et de la lutte contre la corruption, notamment par l'élaboration et l'adoption, la mise en œuvre des lois continentales, les modèles de convention en matière de double imposition et autres normes sectorielles à utiliser, adaptées et adoptées par les États membres de l'Union africaine ;
8. Mettre en place une alliance du Parlement panafricain pour la gestion de la dette et la lutte contre la corruption qui permettra d'aborder durablement les questions de gestion de la dette et de la corruption en plaçant en priorité les problèmes politique et législatif de l'Afrique ;

Le PAPA-ADMAC sera organisé et régi comme suit :

- i. Sont membres du PAPA-ADMAC, tous les membres de la Commission permanente des affaires monétaires et financières, de la Commission permanente de l'audit et des comptes publics, de la Commission permanente des affaires juridiques et des droits de l'homme.
Tout membre du PAP, intéressé à promouvoir la cause de la gestion de la dette, la lutte contre la corruption en Afrique, pourrait participer aux activités du PAPA-ADMAC.

Le PAPA-ADMAC est dirigé par un comité exécutif composé des présidents des commissions permanentes visés à l'article 7.1 et placé sous la direction d'un Bureau du Parlement panafricain.

- i. L'organisation et le fonctionnement du PAPA-ADMAC sont régis par les dispositions pertinentes applicables à toutes les commissions du Parlement panafricain.
9. Exprimer sa gratitude à l'AFROPAC, à l'AFROSAI, à l'APNAC, à l'ATAF à l'UA-ABC et au FMI pour leur soutien et leur assistance technique constants au PAP et leur exprime sa volonté de formuler et de renforcer le partenariat stratégique déjà existant, le potentiel en vue d'accroître les soutiens technique et financier en faveur des activités visant à briser le cycle de la corruption en Afrique.

M. LE PRÉSIDENT : Pas de remarque ? Pas d'observation ? (*Coup de maillet*)

Adopté.

AN HONOURABLE MEMBER: Thank you, Mr. President. On the English version on page 12, No.2 reads; "*engaging with the African national and reginol....*" It should read "regional", not "reginol". It says "reginol" but it should be "regional". And if you continue to page 13 also, No.3 also says; "*engaging with the African national and reginol.*" It has "reginol" but it should read "regional". They need to amend it.

Thank you.

M. LE PRÉSIDENT : La résolution ainsi amendée est adoptée !

Secrétariat, prenez note. Oui.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Merci, monsieur le Président.

Projet de résolution sur l'état de la paix et de la sécurité sur le continent africain.

Le Parlement panafricain, par la présente,

- demande au bureau du Parlement panafricain, par l'intermédiaire du Président du PAP et de la commission permanente de la coopération, des relations internationales et des règlements de conflits, de renouveler son engagement en faveur de la paix et la sécurité et d'organiser en février 2020, une réunion conjointe sous l'égide des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, en vue d'entreprendre une mission d'information sur l'une des zones de conflit.
- Demande également à la commission permanente de la coopération, des relations internationales et des règlements de conflits d'entreprendre des missions d'information indépendantes afin d'avoir une meilleure compréhension des causes de conflits sur le continent et d'en informer le Parlement panafricain.

M. LE PRÉSIDENT : Pas de remarque ? Pas d'observation ? (*Coup de maillet*)

Adopté !

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Projet de résolution sur le Sahel.

Le Parlement panafricain, par la présente décide de ce qui suit :

- envoyer une mission d'information conjointe du Parlement panafricain dans la région du Sahel pour mieux comprendre les problèmes des réfugiés et les problèmes humanitaires sur le continent ainsi que leur impact sur la paix, la sécurité et la stabilité dans la région.

M. LE PRÉSIDENT : Pas d'objection ? Pas d'observation ? (*Coup de maillet*)

Adopté.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

Projet de résolution sur l'examen du rapport d'activités du Parlement panafricain

LE PARLEMENT PANAFRICAIN, par la présente,

Adopte le rapport d'activités du Parlement panafricain pour la période de mai à septembre 2019 ;

Exhorte le Président et le Bureau du Parlement panafricain à entreprendre un dialogue avec l'Union africaine, notamment le COREP, en vue d'améliorer les relations de travail et d'aborder les questions liées au budget du Parlement panafricain ainsi que les défis auxquels le PAP est confronté du fait de la réduction de son budget pour l'année 2019 ;

Exhorte en outre le Bureau du Parlement panafricain à engager un dialogue avec les organes délibérants de l'Union africaine en vue de réaliser les avantages et les indemnités des membres du Parlement panafricain pour permettre de mieux de s'acquitter de leurs fonctions et devoirs ;

Demande au Bureau de veiller à ce que les commissions permanentes reçoivent l'appui nécessaire pour la mise en œuvre des activités planifiées ;

Félicite le Bureau et le Secrétariat pour l'amélioration des conditions de travail des parlementaires de l'Union africaine, notamment en ce qui concerne les services de traduction et de documentation.

M. LE PRÉSIDENT : Pas d'objection ?

Pas de remarque ?

Adopté !

(*Coup de maillet*)

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

**Projet de résolution en hommage à Son Excellence Robert Gabriel MUGABE,
ancien Président de la République du Zimbabwe**

LE PARLEMENT PANAFRICAIN, par la présente :

Décide de se joindre aux dirigeants africains, aux peuple zimbabwéen, africains et ceux du reste du monde pour rendre un hommage mérité à ce héros tombé à l'âge de 95 ans, de donner le nom de l'ancien Président Robert MUGABE à la Salle de Commission n° 3 du Parlement panafricain.

(Applaudissements)

M. LE PRÉSIDENT : Pas d'objection ?

Pas d'observation ?

(Applaudissements)

Adopté !

(Coup de maillet)

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Recommandations.

**Le Parlement panafricain,
3^{ème} session ordinaire de la 5^{ème} législature
Du 6 au 17 octobre 2018 :
Projets de recommandations**

-=-=-=-=-

Recommandations sur l'accessibilité universelle à l'énergie

LE PARLEMENT PANAFRICAIN, par la présente, recommande ce suit :

- **Déclarer** l'accès universel à l'énergie à bas coût ;
- **Diversifier** le secteur de l'énergie et rendre accessible à tous les énergies renouvelables d'ici l'année 2040 ;
- **Former** localement les ressources humaines en matière de l'énergie et soutenir leur développement ;
- **Sensibiliser** les populations au bien-être des énergies renouvelables ;
- **Encourager** les États membres à consacrer une part importante de leur budget aux énergies renouvelables ;
- **Mettre** en place un mécanisme chargé de mobilisation de fonds en faveur des énergies renouvelables ;

- **Prévoir** des exemptions fiscales pour les kits et accessoires à l'usage des énergies renouvelables ;
- **Mettre** en place une politique énergétique cohérente dans les pays africains ;
- **Encourager** et soutenir les initiatives régionales en matière énergétique ;
- **Encourager** tout investissement en lien avec les énergies renouvelables ;
- **Insister** sur la nécessité de mettre effectivement en œuvre l'Objectif n° 5 des ODD, à savoir parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ;
- **Encourager** le partenariat public-privé dans l'investissement en matière d'énergie ;
- **Créer** un réseau des parlementaires sur la mise en œuvre des énergies renouvelables ;
- **Prévoir** une loi-type sur les énergies renouvelables

M. LE PRÉSIDENT : Pas d'objection ?

Pas d'observation ?

La recommandation est adoptée !

(Coup de maillet)

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Recommandations sur [...].

M. LE PRÉSIDENT : Pr Van DUNEM, vous voulez dire quelque chose ?

HON. DR FERNANDO JOSE DE FRANÇA DIAS VAN DUNEM [ANGOLA] : Ce n'est pas que je ne suis pas d'accord, mais je n'ai pas la version portugaise.

C'est dramatique, parce qu'il est vrai que je parle français. J'arrive à m'exprimer en anglais, mais la version portugaise, nous sommes les parents pauvres de cette organisation.

Je ne crois pas que ce soit l'intention de la direction de ce Parlement.

Merci beaucoup, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

Nous vous présentons des excuses pour ce manquement.

En réalité, nous avons élaboré un programme pour que nous clôturions cette après-midi. Mais compte tenu de la pression de nos collègues qui voudraient repartir, la version portugaise est en traduction.

La version portugaise en traduction. Le portugais n'est pas le parent pauvre de cette maison, mais je puis [...].

Hein ?

Même l'espagnol aussi n'a pas été finalisé.

Je crois que l'arabe aussi n'a pas été finalisé.

Nous nous excusons, mais votre français faisant foi, je vous remercie pour le suivi que vous accordez.

L'honorable Mulato aussi parle français et anglais.

Je connais son français, c'est bien.

Bon, Monsieur le Secrétaire général !

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Recommandation sur la responsabilité sociale des Parlementaires dans la lutte contre le travail des enfants dans les zones minières.

Le Parlement panafricain, par la présente recommande ce qui suit :

1. Aux États Membres :

- de promouvoir et garantir le respect des droits de l'homme en particulier ceux des couches vulnérables tels que les enfants, grâce au renforcement des mécanismes nationaux de protection de ces droits ;
- créer ou, le cas échéant, raviver le Parlement des enfants comme une plateforme qui leur permettent de peser et de résoudre leurs problèmes de manière structurée.

2. Aux Parlementaires des États Membres

- de déployer pleinement leur pouvoir de contrôle de l'action gouvernementale ;
- d'adopter des lois conséquentes en veillant à leur mise en œuvre effective pour prendre des mesures punitives à l'encontre de ceux qui transgressent les lois.

3. A la Commission permanente de la Santé, du travail des affaires sociales :

de promouvoir des consultations régionales sur le travail des enfants en vue de consolider les bonnes pratiques sur la protection de leurs droits.

M. LE PRÉSIDENT : Pas d'observation ? Pas de remarque ? [*Coup de maillet*]

La recommandation est adoptée.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Projet de recommandation sur l'accessibilité universelle à l'énergie.

M. LE PRÉSIDENT : Vous l'avez déjà lu!

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Je reprends, ça c'est déjà lu, je m'excuse!

Voilà Monsieur le Président, tout ce que j'ai reçu comme résolutions et recommandations issues des travaux des plénières du 07 au 17.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup, Monsieur le Secrétaire général, veuillez prendre place !

Oui ! Présidente de la commission Justice.

HON. IGNATIENNE NYIRARUKUNDO [RWANDA] : Merci beaucoup, Monsieur le Président.

Je voudrais rappeler la résolution sur la loi-type sur la police.

M. LE PRÉSIDENT : Sur la police ? Ça a fait l'objet d'une résolution, vous avez demandé qu'elle soit transmise aux instances de l'Union africaine.

HON. IGNATIENNE NYIRARUKUNDO [RWANDA] : Yes!

M. LE PRÉSIDENT : On en tiendra compte.

HON. IGNATIENNE NYIRARUKUNDO [RWANDA] : OK

M. LE PRÉSIDENT : Je vous en prie.

HON. IGNATIENNE NYIRARUKUNDO [RWANDA] : Parce qu'on n'a pas eu [...].

M. LE PRÉSIDENT : Comment dire ? Les documents viennent en fin de session.

On s'excuse !

HON. IGNATIENNE NYIRARUKUNDO [RWANDA] : Ok, merci.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Monsieur le Président, je propose comme le rapport vient d'être présenté, si la plénière peut l'adopter sous réserve ce qu'on ait formalisé et inséré au rang des résolutions et recommandations.

M. LE PRÉSIDENT : Adopté ! Adopté !

(Coup de maillet)

M. LE PRÉSIDENT : Excellences Madame et Messieurs les Vice-présidents,

Honorables membres du Parlement panafricain,

Honorables Présidente et Présidents des Caucus régionaux, des Commissions permanentes, du Caucus des femmes et du Caucus des Jeunes,

Chers collègues,

Mesdames et Messieurs les représentants de la presse,

Mesdames et Messieurs les interprètes,

Chers invités,

Chers collaborateurs du Secrétariat général et du Cabinet,

Nous voici arrivés au terme des travaux de la troisième session ordinaire de la Cinquième Législature ; session marquée par beaucoup de rebondissements mais seul Dieu a prévalu. L'Esprit de Dieu nous a permis de mener à bon port nos travaux.

La thématique traitée tout au long de cette année 2019 était particulièrement importante. L'apport de chacun d'entre vous et de différents experts nous ont rappelé la centralité de cette question pour l'ensemble du continent et sa corrélation directe avec le développement de notre continent.

Cette session a également été celle de la vérité. Notre institution a subi plusieurs tentatives de déstabilisation, tantôt liées à la calomnie, tantôt par le mensonge.

Comme dirais-je, le bon sens de Dieu nous a guidés et c'est en toute transparence, le cœur net que nous nous séparons aujourd'hui.

Face à l'ambition et la fourberie, nous poursuivons notre chemin par conviction qu'il est seul à même de mener à bien la réforme de notre Institution. Le Parlement panafricain

est l'Assemblée des peuples africains. Le débat contradictoire y est une richesse. Je viens là rappeler notre détermination à réformer structurellement cette Institution afin qu'elle occupe toute la place qui est la sienne sur la scène continentale.

Le désordre, l'obstruction ne pourraient en aucun cas distraire le devoir qui est le vôtre car, partis de vos pays, votre seule ambition est de venir ici traiter des problèmes qui intéressent les peuples africains. L'heure est aujourd'hui à la vérité et à la poursuite du travail engagé et la prééminence des intérêts des peuples africains qui nous ont portés à l'Auguste Chambre.

Chers collègues,

Je demeure convaincu que nos réunions, les débats que nous avons à la Chambre et dans les Commissions permanentes participent à répondre aux questionnements de chacun et font avancer substantiellement la réflexion globale sur le thème de l'année.

Aussi, j'adresse mes vifs remerciements et ceux de l'ensemble des parlementaires panafricains, à nos invités spéciaux qui ont par leur présence, rappelé l'importance d'un espace de débats parlementaires dans la construction africaine en cours, au service de l'intégration du continent et du développement de ce peuple.

Chers collègues,

Permettez-moi de vous renouveler à tous, à mon nom propre et en celui des membres du Bureau du Parlement panafricain, mes sincères remerciements pour votre engagement effectif et actif tout au long de cette session, aux Commissions permanentes, à la Conférence des femmes, ici même, à la chambre du Parlement.

Je tiens également à renouveler à l'ensemble des intervenants qui se sont succédé pour leurs exposés et qui ont apporté des éclairages dont nous avons besoin pour mieux cerner les contours de cette problématique centrale qu'est la question des réfugiés, des déplacés et des apatrides.

Excellences Mesdames et Messieurs,

Tout au long de cette année 2019, le cheminement de notre réflexion sur le thème de l'année nous a conduits à constater que l'Afrique, tout en étant un espace très touché par ce mal universel, demeure celui où les valeurs partagées et d'hospitalité priment

toujours sur la crainte de l'étranger. L'Afrique demeure donc l'un des derniers havres d'hospitalité dans le monde et de la solidarité entre les peuples. Le servir est un honneur que nous partageons et qui nous pousse chaque jour à nous surpasser et à donner le meilleur de nous-mêmes.

Forts de cette expérience acquise et déterminés à poursuivre notre marche en avant et à améliorer substantiellement le rendement de notre Institution, nous allons continuer à ouvrir de nouveaux chantiers dans la mise en place des jalons d'un Parlement panafricain digne des peuples africains et de notre idéal, faire « *d'Une Afrique ! Une Voix !* ».

Les réalisations aujourd'hui sont le fruit de notre engagement et de votre enthousiasme. Celles à venir seront celles de la persévérance et du travail acharné au service de notre leitmotiv « *Une Afrique ! Une voix* ».

Chers collègues,

Servir l'Afrique nous honore et nous pousse à ne jamais tomber dans le piège de l'autoglorification. Le Parlement panafricain poursuivra son plaidoyer au service de l'Afrique des Peuples et renforcera sa machine institutionnelle afin d'éviter les erreurs passées et les errements que notre administration a connus.

Rendre la vie de chaque concitoyen africain meilleure, tel est le sens de mon engagement. Ceci est ma démarche ! C'est ma conviction !

Dans le cadre de notre session qui tire à sa fin et en vous souhaitant bon retour dans vos pays respectifs, je voudrais adresser mes félicitations les plus sincères au peuple tunisien qui continue de donner des leçons de civisme dans sa jeune démocratie.

Aussi, j'adresse mes sincères félicitations aux députés tunisiens nouvellement élus ainsi qu'au Président de la République élu, Monsieur Kaïd Saïed dont l'élection vient rappeler que l'engagement s'inscrit également dans la constance et la longue durée.

Je voudrais pour terminer mon propos, remercier une fois de plus tous ceux qui ont travaillé à la réussite de notre session.

Je souhaiterais, en votre nom et au mien, remercier les Hautes Autorités de l'Afrique du Sud pour les efforts consentis afin d'assurer la sécurité de nos députés dans les

conditions tendues qui ont précédées la tenue de cette session. Elles ont veillé à ce qu'un incident ne vienne déstabiliser le travail des députés panafricains.

Qu'elles en soient remerciées !

Remercions également le personnel du Parlement panafricain, le Cabinet, les collaborateurs, Mesdames et Messieurs de la presse, Mesdames et Messieurs les interprètes qui n'ont ménagé aucun effort pour assurer la transmission de nos travaux.

Je ne saurais oublier les interprètes, les *supports staff*, les chauffeurs et tous ceux qui, de près ou de loin, ont rendu possible cette session.

Je déclare donc clos des travaux de la troisième session de la cinquième législature du Parlement panafricain.

Vive le Parlement panafricain !

Vive l'Union africaine !

Vive l'Afrique !

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Une annonce, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous invite à bien vouloir vous lever pour l'exécution de l'hymne.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Il y a une annonce, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT : Nous pouvons chanter l'hymne Monsieur !

Vous allez faire l'annonce !

L'exécution de l'hymne !

Sergent d'armes !

(L'exécution de l'hymne du Parlement panafricain)

Veillez vous asseoir !

(Coup de maillet)

Monsieur le Secrétaire général,

Vous avez la parole pour les annonces.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Une seule annonce, Monsieur le Président.

Il est porté à l'attention des membres du Bureau, des membres des Bureaux des Commissions permanentes, les Bureaux des groupes régionaux, des Bureaux des caucus des femmes et des jeunes que la réunion de planification conjointe aura lieu demain vendredi 18 octobre 2019 à l'hôtel Indaba.

Nous avons pris des dispositions pour que les bus prennent les parlementaires à partir de leurs hôtels cet après-midi. Donc, les parlementaires sont priés d'être prêts pour l'hôtel Indaba.

Les bus passeront pour assurer leur transport.

Merci, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT : Chers collègues,

Chers membres du Secrétariat,

Je voudrais à l'orée des fêtes de fin d'année, si d'aventure on ne se retrouve pas, je voudrais vous souhaiter à tous de passer de bonnes fêtes de fin d'année et que Dieu nous garde pour que nous puissions nous retrouver l'année prochaine.

Je mets donc aux voix l'ensemble de nos délibérations.

Pas d'objection !

Pas d'observation !

Le Parlement panafricain adopte.

(Coup de maillet)

La troisième session ordinaire de la cinquième législature du Parlement panafricain a clos sine die ses travaux le jeudi 17 octobre 2019 à douze heures onze minutes vingt-trois secondes.

THURSDAY 17 OCTOBER 2019